Le numéro 0 fr. 50

N° 38. -- Vendredi 8 janvier 1937.

La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LENINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IVe Internationale

Front Populaire

=

Frein populaire

LES SOVIETS PARTOUT!

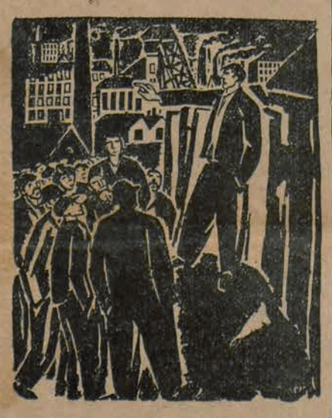
Aux ordres de l'etat-major, le Gouvernement poursuit « La Commune ». Sa répression préventive n'arrêtera pas la nouvelle vague ouvrière. Pour vaincre les travailleurs formeront leurs conseils à l'usine, au champ, à la caserne.

Notre Politique

C'est la reprise, ont-ils tous écrit pour commencer la nouvelle année. Mais ce ne sera sûr que si vous nous suivez, disent les hommes de la réaction. Mais ce ne sera définitif que si vous faites confiance à notre gouvernement authentiquement national, affirme Blum.

Mais les masses travailleuses n'apprécient guère cette « reprise » des affaires de leurs exploiteurs et qui ne leur assure pas ce que le Front Populaire leur avait promis. *Le Pain*? Les salaires sont ramenés par la hausse du coût de la vie au niveau de juin, et ils perdent chaque jour de leur valeur. *La Liberté*? La garde mobile protège les canailles La Rocque et Doriot contre la colère des masses, elle expulse les grévistes des usines et matraque les municipaux conspuant les Topaze. *La Paix*? On est à la merci d'un incident; les « 2 ans » continuent; le budget de guerre dévore des milliards nouveaux.

Aussi, il y a une autre « reprise », reprise du mouvement gréviste. Une nouvelle vague s'accumule. La bourgeoisie la voit venir, moins sereine, plus brutale, plus exigeante que celle de juin. On n'ira plus chercher l'accordéon pour passer le temps. Ce sera l'heure des bolchéviks-leninistes, des militants d'avant-garde. Et la bourgeoisie songe à la répression préventive: *le Matin* n'est pas seul, *l'Œuvre* du Front Populaire l'exige sans fard. Pas de propagande révolutionnaire, pas de propagande dans l'armée. Sur l'ordre de l'Etat-Major, le gouvernement de Front Populaire



poursuit et saisit *la Commune des Jeunes*, avec son supplément pour ceux qui portent l'uniforme, *la Caserne*, que les Jeunesses Communistes ont abandonnée pour que « la France soit forte ».

⁂

La répression, avec tout ce qu'elle peut comporter de mensonges, de faux, de complots inventés, n'empêchera pas le nouveau choc inévitable entre les masses. Le Parti Communiste Internationaliste ne dissimule pas son action pour préparer les travailleurs à de gigantesques combats, pour qu'ils soient prêts politiquement en comprenant qu'il n'y a d'autre solution que la révolution, le renversement violent de « l'ordre » capitaliste, l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans; pour qu'ils s'apprêtent pratiquement chaque jour. Les formules répandues pendant des années par les propagandistes du socialisme doivent devenir maintenant une réalité pour que l'humanité ne sombre pas dans la barbarie la plus complète.

⁂

Pour organiser et diriger les luttes de masses, pas de « chefs » artificiellement montés en épingle. Les travailleurs n'ont pas en eux que la force matérielle, physique, ils portent en eux l'intelligence de leur classe, la compréhension de leurs intérêts. Pour qu'elles puissent se manifester, se réaliser, il faut briser tous liens avec les bourgeois, se rassembler entre exploités. L'organisme que les travailleurs ont créé dans l'histoire pour mener la lutte révolutionnaire et instituer leur pouvoir, ce sont les conseils (soviets), ces comité par entreprise, commune, village, caserne, où n'ont pas place les bourgeois, où l'on ne joue pas du mensonge de la prétendue égalité, du suffrage universel.

Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, pour mener les nouvelles luttes, pour imposer les augmentations de salaires, imposer le contrôle sur l'économie afin de déjouer les complots patronaux, se préparer ainsi à la gestion en expropriant les exploiteurs. Et pour assurer la défense contre les bandes fascistes armées du capital, création de milices ouvrières, armement du prolétariat.

⁂

Parti numériquement faible, que pourrez-vous faire alors que les masses se fourvoient derrière les grands partis? pensent pas mal de camarades, [illegible] par la disproportion entre le nombre et les tâches. Par une politique juste, le nombre grandira avec l'expérience des masses. Celles-ci sont à nouveau en mouvement; elles ne veulent plus des radicaux, elles suivent encore les réformistes. Qu'elles forcent Blum, Jouhaux, Thorez à prendre leurs responsabilités au pouvoir. Qu'elles les mettent au pied du mur, les surveillent et les contrôlent par leurs comités de base.

⁂

Nouvelle période de flux ouvrier. Le Parti sera parmi les travailleurs pour que ce flux démantèle et emporte le régime capitaliste.

A la porte, les Radicaux!

C'est une simple élection partielle, mais combien significative. Au mois de mai 1936, le socialiste avait distancé au premier tour le radical Lamoureux, qui s'était désisté pour lui. Dans la récente élection, dès le premier tour, ce même Lamoureux, avec l'étiquette radicale, est en fait le candidat de toute la bourgeoisie, de droite comme de gauche; il n'a aucun concurrent sur sa droite, ce qui lui permet de dépasser de peu le socialiste Rucklin.

Il suffirait que socialistes et communistes demandent aux ouvriers et paysans de la circonscription de Lapalisse de bloquer leurs voix pour que la bourgeoisie soit « électoralement » battue. Le sentiment des masses, c'est qu'il faut battre Lamoureux. Mais il y a les combinaisons parlementaires. La C.A.P. socialiste et le B.P. communiste se désistent pour Lamoureux, qui devient ainsi le candidat de l'union de la nation française.

Mais, sous la pression des masses travailleuses de l'Allier, et aussi pour des raisons de ressentiment local, les sections socialistes remplacent, en dernière heure, Rucklin par Desormières. Aucune campagne de fond n'est menée faute de temps. La presse fait le silence autour de cette candidature, bien qu'au ministère de l'Intérieur, Marx Dormoy, élu de l'Allier, est mieux que renseigné. Tout est mis en œuvre pour que Lamoureux passe triomphalement.

Et, malgré tout cela, il s'en est fallu de peu qu'il reste sur le carreau. Les voix socialistes et communistes se retrouvent à 90 % contre Lamoureux. Les travailleurs ne veulent pas des radicaux, de droite et de gauche. A la porte, les Daladier; à la porte, les Delbos; à la porte, toute la maffia radicale et franc-maçonnique. Il est faux que les masses travailleuses perdraient, de ce fait, l'appui des petits bourgeois et en seraient affaiblies. Non, elles auraient les coudées plus franches; elles pourraient agir plus librement, elles seraient d'autant plus fortes.

Ce que les ouvriers et paysans de la circonscription de Lapalisse ont exprimé, tous les travailleurs de ce pays le veulent avec ferveur: A la porte, les radicaux!

TRAVAILLEURS !

En Juin nous faisions flotter le drapeau rouge sur les citadelles du capital !

Pour garder nos conquêtes, pour nous libérer,

Créons nos Soviets !

EN ESPAGNE

Seule la victoire de la Révolution prolétarienne peut écarter la menace de guerre impérialiste

LES IMPERIALISMES rivaux préparent leur position en Espagne en vue d'un nouveau partage du monde. La guerre impérialiste mûrit en une série d'incidents diplomatiques ou navals; la grande presse publie des communiqués alarmants ou d'un « apaisement » de commande.

Peu à peu, les masses sont habituées au danger de guerre et invitées à la préparation intensive de la boucherie; déjà, les communiqués du front espagnol relatent l'avance ou le recul de compagnies de la Reichswehr.

Mines de fer ou de cuivre; clefs maritimes de colonies riches, positions stratégiques ou sources de richesse, voilà ce dont il s'agit dans les grandes manœuvres des impérialismes rivaux. Les philistins du désarmement ne parlent d'apaisement que pour se livrer à une préparation plus intensive de la guerre.

Le budget mondial de guerre monte avec une rapidité foudroyante; une fortune colossale: *trois cents milliards*, produit de l'exploitation des masses [illegible] aux armements qui détruiront des millions d'hommes.

⁂

Les impérialismes se cherchent, se craignent, se préparent, négocient pour mieux combattre, ainsi que l'écrit le commis-voyageur des fabrications de guerre, H. de Kerillis : « Sur le plan international, la guerre d'Espagne apparaît comme le commencement d'une formidable mêlée. »

Nous traitons par ailleurs des problèmes diplomatiques. La classe ouvrière doit repousser du pied ces comédies; de toutes parts, des volontaires affluent en Espagne: volontaires italiens recrutés dans une campagne intense en Italie, ainsi que le révèlent d'innocents communiqués sportifs:

« Enfin, parmi les spectateurs du match Locatelli-Viez, se trouvait encore l'autre jour au bord du ring un soldat revêtu de kaki qui n'était autre que le premier vainqueur d'Al Brown, l'ancien champion poids coq Dominique Bernasconi. Ce soldat à l'uniforme incertain mais flambant neuf, pourtant, ne paraissait pas appartenir à l'armée régulière. Il faisait, malgré cela, ses adieux de ci de là comme à la veille d'un grand départ. J'ai de la sorte su qu'il se préparait, comme tant d'autres, à se voir diriger sur un théâtre d'opérations que déjà vous avez deviné... » (*Paris-Soir.*)

⁂

Le mélange du problème de la révolution espagnole et de la préparation de la guerre impérialiste, l'interpénétration des problèmes de la lutte révolutionnaire en Espagne et des problèmes de la guerre impérialiste favorise la préparation idéologique des masses. Dans le monde entier, les masses qui subissent l'oppression capitaliste sous sa forme démocratique sont peu à peu entraînées sous le prétexte de la défense des travailleurs espagnols dans une guerre impérialiste.

Nous nous sommes situés ici sur ce point sans équivoque. Nous soulignons à nouveau notre position: une guerre mondiale qui surgirait des événements d'Espagne ne serait en aucun cas la guerre de deux blocs politiques: démocratie ou fascisme, ce serait une guerre impérialiste entre deux blocs, l'un composé des nations repues par le traité de Versailles, voulant conserver leurs rapines, l'autre composé des nations affaiblies par le traité de Versailles et relevant la tête.

Une telle guerre, quels qu'en soient les prétextes, les formes de déclanchement, nous trouvera irréductiblement opposés à toute union sacrée, à tout « défensisme révolutionnaire » et partisans du *défaitisme révolutionnaire*.

C'est parce que nous travaillons à la préparation de ce défaitisme révolutionnaire, parce que nous défendons cette position dans les masses exploitées des usines, des champs et des casernes, que le gouvernement d'union sacrée du Front Populaire exerce sa répression contre nous. Il peut nous arrêter, il ne fera pas taire notre voix. Il peut juguler notre presse, nous nous exprimerons. Il peut « saisir nos journaux de soldats », il ne les empêchera pas de pénétrer dans les casernes...

⁂

C'est sur cette question décisive de l'internationalisme prolétarien, c'est-à-dire du *défaitisme révolutionnaire*, c'est-à-dire la *fraternisation des exploités* que dans cette grande période de confusion et de tourmente se reformera l'avant-garde de la classe ouvrière.

Toute confusion sur cette question, toute imprécision, toute possibilité laissée à un défensisme révolutionnaire qui n'est qu'un produit de l'union sacrée et de l'union de la nation française, entraîne lors de la préparation de la guerre à un ralentissement de l'activité révolutionnaire pour l'affaiblissement de son impérialisme, et n'est qu'une des variétés du chauvinisme.

Pour nous, le défaitisme révolutionnaire n'est pas un « mot d'ordre tactique qui ne doit jouer qu'en cas de guerre impérialiste genre celle de 1914 et qui n'est pas juste quand une révolution socialiste est en jeu (*Que Faire*, n° 25) », c'est une question de principe dans toute guerre impérialiste et c'est la base de l'activité révolutionnaire dans l'armée tant que la révolution socialiste n'est pas faite, tant que subsiste l'Etat bourgeois.

⁂

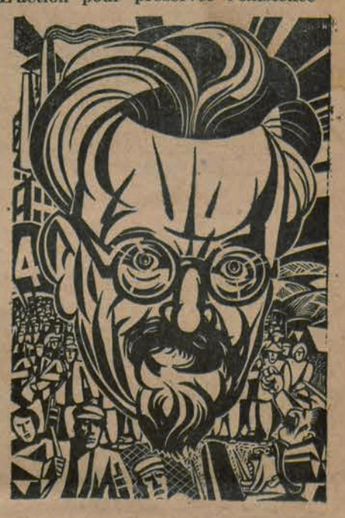
Mais s'agit-li déjà en Espagne d'une guerre impérialiste? Les forces impérialistes ont toujours tenté d'utiliser, de réduire ou de tirer profit des luttes révolutionnaires. Il en est de même de la lutte en Espagne: la lutte des ouvriers et des paysans armés contre les hobereaux, les militaires et les représentants de l'aile marchante du capital financier espagnol et d'une aile du capital financier international.

(*Voir la suite en sixième page.*)

Le 11 Janvier 1937, à 20 h. 30
assistez tous
à la **MUTUALITÉ, Salle E**
CONTROVERSE ***sur :***
Où va l'Espagne ?
GUERRE CIVILE et GUERRE IMPERIALISTE en ESPAGNE
Interviendront :
Un camarade du P. C. I. ;
FRÉMONT, de l'Union Anarchiste ;
GOLDSCHILD, de la Gauche Révolutionnaire.

Au secours du créateur de l'Armée Rouge
Au secours des Révolutionnaires d'Union Soviétique !

Trotsky a été mis de force par le gouvernement norvégien sur un cargo à destination du Mexique. Les staliniens de ce dernier pays se livrent à des provocations et à des agressions contre les bolchéviks-léninistes mexicains et menacent d'attenter à la vie de Trotsky. Le responsable, c'est Staline, c'est cette bureaucratie staliniste qui veut détruire toutes les forces révolutionnaires pour conserver son pouvoir. L'action pour préserver l'existence



de Trotsky, pour sauver les révolutionnaires torturés en Union Soviétique, doit s'intensifier. Deux meetings ont eu lieu récemment, l'un à Paris à la salle du « Petit Journal », l'autre à New-York contre la terreur exercée par Staline sur l'avant-garde du prolétariat soviétique. Des milliers d'auditeurs. Toutefois, agitation faite essentiellement par des intellectuels, portant plus dans ces milieux que dans la classe ouvrière où sévit le stalinisme. Le P.C.I. a demandé le visa soviétique pour une délégation ouvrière. L'ambassadeur se taît. Il faut passer maintenant à un stade plus élevé : une manifestation ouvrière devant l'ambassade s'impose. Il faut sauver les héros d'Octobre !

NOUVELLE VAGUE DE GRÈVES...

De la lutte pour des augmentations de salaires à la lutte pour le pouvoir

Jouhaux s'intéresse à l'économie capitaliste et oublie les revendications ouvrières

JOUHAUX vient de prononcer une allocution à la radio. Il a parlé de bien des choses, de l'arbitrage, du plan, des réformes de structure, du respect des lois et de la Constitution, d'idées-forces, de l'avenir, mais il n'a pas parlé de la question immédiate qui touche tous les ouvriers et à partir de laquelle ils sont précisément capables de lutter pour des objectifs plus vastes; il n'a pas parlé de la question des salaires et des augmentations qui s'imposent.

Il est vrai que Jouhaux se penche plus attentivement sur les bilans de la Banque de France que sur les feuilles de paie des travailleurs. Que l'on trouve encore des salaires de 700 et 800 francs par mois à Paris, des quinzaines de 300 francs en province (sans aucun chômage partiel), le dirigeant de la C. G. T. n'a guère de préoccupation à ce sujet. Sortir de la crise? Mais, si dans quelques branches d'industrie on enregistre une reprise, ça se traduit par des bénéfices patronaux accrus bien plus que par une amélioration du sort des travailleurs.

Ceux qui, aujourd'hui, parlent de « sortir de la crise » sans mettre en avant la nécessité pour les travailleurs d'arracher une augmentation effective de salaires, ceux-là agissent pour faire sortir la société de la crise — dans la mesure très aléatoire où le monde capitaliste pourra désormais connaître quelques années de prospérité relative — aux dépens de la classe ouvrière. Si avant il n'y avait pas de travail et pas de pain, si ensuite il y a du travail mais pas plus de pain parce que la vie aura beaucoup plus vite monté, la seule différence consistera en un surplus de bénéfices dans les caisses patronales. Ce n'est pas cela que veulent les ouvriers.

Jouhaux et la bureaucratie syndicale se reposent sur les adhésions massives à la suite des luttes de juin 1936. Mais ils doivent être bien renseignés sur le mécontentement qui existe à la base. L'absence d'un fort parti révolutionnaire empêche souvent ce mécontentement de se traduire en une forme consciente, l'incurie, l'inertie des directions syndicales entraîne des à-coups, manifestations de tous ordres. Les auxiliaires quittent la Fédération des Fonctionnaires pour passer à la Fédération des travailleurs de l'Etat. Dans certaines régions de province, notamment dans l'Est, on nous signale des cas non isolés de disparition de syndicats C. G. T. et le développement de syndicats professionnels spéculant sur les fautes et les crimes des bonzes réformistes.

En bureaucrates consommés, ils ont voulu, pour conserver leur autorité sur la classe ouvrière, recourir au gouvernement du Front Populaire qui leur doit beaucoup. Et c'est pourquoi ils comptaient sur la disposition particulière du projet de loi d'arbitrage, disposition accordant une sorte de monopole à la C.G.T. Et le Sénat n'a pas voulu accepter parce qu'il savait que la direction de la C.G.T. serait obligée de céder pour ne pas étaler son point faible.

⁂

Les ouvriers voient aujourd'hui se poser une première question urgente: ils ont besoin d'une augmentation de leurs salaires; il n'est plus possible de vivre avec ce qu'ils gagnent, il faut de la rallonge. Quant à tout ce qu'on peut leur dire sur l'arbitrage obligatoire, ils en prennent peu et en laissent beaucoup quand il s'agit de cette question vitale des salaires. Les gars de l'alimentation l'ont montré il y a une dizaine de jours; les métallos en feront tout autant demain. Car les grèves de juin ont donné à l'ouvrier le sentiment de sa force propre: il avait l'usine; le patron n'était plus rien; il ne peut plus subir l'ancien régime dans l'usine; ce n'est pas quand la classe acquiert de tels sentiments qu'on pourra lui faire avaler les arbitrages des chats-fourrés de la IIIe République.

Augmentation générale des salaires, voilà ce que veulent tous les ouvriers. C'est ce qui est à la base de presque tous les mouvements. C'est pourquoi il faut poser dans les entreprises et dans les organisations la nécessité d'une manifestation générale de tous les travailleurs de France pour l'augmentation des salaires. *Il faut aboutir qu'à un jour donné, tous les travailleurs manifestent* dans les rues *pour l'augmentation des salaires.*

Cette manifestation ne doit pas servir de soupape de sûreté pour dissiper la puissance ouvrière. Il faut qu'elle serve à poser et à mettre en œuvre les problèmes qui permettront à la classe ouvrière d'améliorer son sort autrement que par des augmentations que le patronat récupère assez rapidement; il faut qu'elle serve à poser les problèmes de la création de conseils par entreprise, à orienter les travailleurs vers l'expropriation des capitalistes et la gestion par eux des entreprises.

Pour propager, préparer, organiser cette généralisation des luttes ouvrières, dès maintenant, il faut que les militants révolutionnaires coordonnent leurs efforts. Sans cesser de lutter à l'intérieur *des syndicats pour une politique révolutionnaire, les ouvriers révolutionnaires doivent se connaître, se serrer les coudes, coordonner leurs efforts, préparer* le congrès des délégués rouges, des usines rouges, le congrès des Conseils d'usines, *où seront représentés les ouvriers qui n'ont pas confiance dans les démarches interminables dans les ministères et qui voudront faire vivre dans leur entreprise le mot d'ordre :* Les Soviets partout !

⁂

Une manifestation générale de rues pour l'augmentation des salaires, voilà le mot d'ordre que nous appelons tous les militants à faire triompher dans la classe ouvrière.

Une assemblée de délégués des métallos parisiens où la démocratie ouvrière brille par son absence

L'assemblée de délégués sur les 40 heures avait été plus fréquentée. Cette assemblée, qui avait à son ordre du jour le réajustement des salaires, était moins nombreuse; le fait le plus saillant est l'absence complète de démocratie prolétarienne en son sein. Après les exposés de Poiraud qui exposa la manœuvre patronale, Timbaud nous fit un exposé destiné à refroidir l'élan pour la grève; aucune raison ne manquait, pas même des raisons saisonnières: « il fait froid pour occuper les usines... », et dont la conclusion était un appel à batailler par boîte ca et là, et non d'engager un combat d'ensemble; à ce moment, G., de chez R.B., demanda la parole, mais ce fut en vain, il ne put s'exprimer... Timbaud fut également interrompu quand il proposa une attitude quelque peu fraternelle avec les gars du S.F.F. Semot, lui, exposa que les patrons veulent provoquer des mouvements et qu'il faut s'y refuser; il fit le compte rendu des communications téléphoniques infructueuses et proposa une combinaison qui aboutirait à enregistrer le coût de la vie et ses montées. Doury, lui, s'efforce de faire considérer comme certain le rappel des 15 %.

Assemblée de coups de frein qui devait aboutir aux meetings du Vél' d'Hiv' où d'autres coups de frein furent donnés; puis c'est la grève de cinq minutes, coup de soupape, aucun militant de la base ne put s'exprimer... Il faudrait que les délégués révolutionnaires se concertent et envisagent comment se soutenir. Je vous en ai déjà parlé. Une conférence des délégués d'usines s'impose.

LES GRÈVES DES MÉTALLOS DU NORD

Le double danger de l'arbitrage dans la Sambre

Le conflit se poursuit à Lille et cesse à Maubeuge. Dans cette dernière ville, les ouvriers évacuent les usines, acceptant l'arbitrage ainsi que les patrons; le cas des ouvriers licenciés est soumis à l'arbitrage; pendant le temps où il sera procédé à celui-ci, les ouvriers licenciés seront hors des usines et toucheront leurs salaires. Cette formule transactionnelle présentée par le gouvernement, les ouvriers l'ont acceptée comme d'ailleurs ceux de Pompey, dans l'Est. Les patrons de la vallée de la Sambre l'acceptèrent aussi. Ceux de Lille, par contre, n'acceptent pas que les 85 renvois qu'ils ont prononcés soient seulement soumis à l'épreuve d'un arbitrage.

A tous les points de vue, la solution intervenue à Maubeuge et à Pompey est dangereuse.

Premièrement, pour les ouvriers dont le cas est soumis à l'arbitrage, il y a d'une part la certitude de quelques jours de salaires, mais il y a d'autre part le fait qu'ils ne remettent plus les pieds dans l'usine, que le patronat va s'organiser sans les employer, que les ouvriers vont commencer à travailler sans eux. Pour redébrayer après, ça sera beaucoup plus difficile; d'autant plus que les dirigeants syndicaux viendront dire : il faut s'incliner devant la décision d'arbitrage.

Deuxièmement, un des plus grands dangers pour le mouvement ouvrier à l'heure présente, c'est de laisser l'offensive patronale se développer à sa guise, fragmenter la classe ouvrière, pour battre plus aisément ses divers morceaux. Les victoires ouvrières dépendront avant tout de la généralisation des mouvements. C'est pourquoi c'était déjà grave qu'il n'y ait pas de liaison entre tous les mouvements et toutes les agitations dans la métallurgie. Mais c'est encore plus grave que le mouvement se réduise maintenant à Lille.

Nous dénonçons la méthode des pourparlers interminables, des démarches dans les ministères. Métallos du Nord, vous avez su passer à l'action directe. C'est là qu'est le seul moyen de vaincre. Ne pas accorder confiance aux arbitrages et faire appel à tous les métallos et à toute la classe ouvrière pour soutenir efficacement votre lutte qui est la leur, c'est par ces moyens-là seulement que vous vaincrez, que vos revendications seront satisfaites et que des camarades ne seront pas victimes du patronat.

DANS NOTRE COURRIER

En cherchant de l'embauche chez Renault et chez Citroën

Je suis à la recherche d'un boulot. Je me suis présenté chez Renault. Là-bas, dans la pièce où l'on attend, il y a des types qui font de la propagande et du recrutement pour le Parti Social français et pour le syndicat professionnel français. C'est eux, bien entendu, qui ensuite donnent des indications qui vous font recevoir ou non à l'embauche.

Je me suis également présenté chez Citroën, où je connaissais un contremaître. Alors là, ça a été tout le contraire. Si j'avais eu la carte du P. C. il n'y aurait pas eu de difficultés. Mais comme il y a bien longtemps que c'est fini avec eux, alors pas d'embauche.

Ces deux incidents m'ont encore plus fixé que je ne l'étais. Avec ce système pour avoir les gars, les deux partis servent le patronat et pas les ouvriers qu'ils peuvent faire embaucher.

LA SEULE TRIBUNE OUVERTE

LES OUVRIERS MÉTALLURGISTES DU P.C.I. SE SONT ADRESSÉS

Aux métallos de la région parisienne

Des avantages acquis par la grève de juin, il reste la semaine de 40 heures, mais les augmentations de salaire sont plus que dépassées par l'augmentation continuelle du coût de la vie et les 15 % demandés sont à peine suffisants, c'est ce que chacun sait sans avoir à consulter des index plus ou moins exacts.

LE PLAN PATRONAL

Il y a un plan du grand patronat qui s'exécute sous la direction de ce gredin de Gignoux. Ce plan consiste à fragmenter la classe ouvrière, à provoquer certaines industries pendant que d'autres sont laissées tranquilles, pour obtenir ainsi des résistances successives, non coordonnées, de multiples tronçons qui pourront être vaincus successivement. L'expérience de juin n'a pas été perdue pour le capitalisme; il ne veut pas d'une *grève générale*, il ne veut pas d'un mouvement d'ensemble d'occupations des usines, mais il cherche à provoquer des conflits localisés dont il viendra plus facilement à bout.

QU'EST-CE QUI FAVORISE LA REALISATION DE CE PLAN DU CAPITAL ?

Ce plan patronal se base sur un précédent : en 1920, les travailleurs furent battus parce que, au lieu de procéder à une offensive générale, la direction réformiste de la C.G.T., soucieuse de ne pas mettre en danger le régime capitaliste, inventa la tactique des « vagues de grèves successives » qui furent successivement brisées.

Que valent les arguments invoqués par la direction syndicale pour freiner les luttes ?

L'intérêt général, la défense nationale? Mais quel intérêt commun avez-vous avec Renault, Michelin, Peugeot, etc. ?

Il ne faut pas tomber dans la provocation patronale? Une lutte large, étendue, ne ferait pas le jeu du patronat, elle retournerait contre celui-ci ses provocations.

Il ne faut pas se couper des classes moyennes qui pourraient aller au fascisme? Mais rien ne sert mieux le fascisme que les bavardages impuissants du Front Populaire.

Sous prétexte de contact avec les classes moyennes, on a cédé au Sénat sur l'échelle mobile, sur les occupations d'usines, etc., sans profit pour les classes moyennes, mais au bénéfice de la grande bourgeoisie.

On n'est pas dans une saison favorable pour passer la nuit dans les usines? Pour enrichir les patrons, combien de souffrances sont endurées dans les boîtes, et la classe ouvrière ne saurait pas subir quelques privations pour modifier son sort ?

LES SOLUTIONS DES REFORMISTES

Pas un métallo ne peut avoir confiance dans l'*arbitrage obligatoire*. Leurs camarades de l'alimentation viennent d'être roulés, comme l'ont été récemment les gars de chez Panhard. *Parce qu'il n'y a pas d'arbitrage au-dessus des classes.* Les gros fonctionnaires à qui est confié le rôle d'arbitre tiennent compte pour juger, non de la misère plus ou moins grande qui peut résulter dans les foyers ouvriers, mais de la possibilité pour les patrons de continuer à produire avec bénéfice.

La *réquisition* des usines? L'exemple de chez Sautter-Harlé est probant. Le patronat continue son exploitation, avec l'appui du service de réquisition composé de fascistes de la Marine, qui soutiennent ouvertement les provocations des membres du Syndicat professionnel.

La *nationalisation* des usines ? Dans la société capitaliste, qu'y gagneront les métallos ? Ils entendront invoquer, comme leurs camarades des postes, des administrations, des cheminots, etc... que l'on ne peut augmenter leur salaire sans danger pour le budget, pitaliste aujourd'hui en putréfaction, il n'y a aucune solution favorable pour les ouvriers; le fascisme et la guerre sont les seuls moyens de défense des possédants. *Pour les prolétaires, la seule issue possible, c'est le renversement du régime, c'est la conquête du pouvoir par les Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats.*

LA DEMOCRATIE OUVRIERE, CONDITION PRIMORDIALE DES LUTTES OUVRIERES

Le mécontentement des ouvriers, leur volonté de combat, sont connus des dirigeants syndicaux. Ceux-ci les canalisent dans quelques manifestations pour éviter d'être débordés. Leur tactique n'a d'emprise que parce que la démocratie ouvrière est des plus réduites dans les organisations.

Les délégués ouvriers sont considérés et traités par les directions, non comme des animateurs de la lutte de classes dans les entreprises, mais comme des engrenages destinés à transmettre chez les ouvriers les compromis conclus entre syndicats ouvriers et patronaux.

Pour pouvoir mener une lutte efficace, il faut une démocratie réelle dans les organisations, permettant aux ouvriers de confronter librement les points de vue afin de se prononcer en connaissance de cause.

QUE FAUT-IL FAIRE ?

Tout compromis, toute capitulation entraîneraient d'autres compromis, d'autres capitulations. Il faut la lutte à outrance.

Dans la situation présente, l'obtention d'augmentations de salaires, si substantielles soient-elles, ne suffit pas, car le coût de la vie les dépasserait bien vite. Dans les cadres de l'économie ca-

Sans cesser de lutter *à l'intérieur* des syndicats pour une politique révolutionnaire, les ouvriers révolutionnaires doivent se connaître, se serrer les coudes, coordonner leurs efforts, préparer *le congrès des délégués rouges, des usines rouges, le congrès des Conseils d'usines,* où seront représentés les ouvriers qui n'ont pas confiance dans les démarches interminables dans les ministères et qui voudront faire vivre dans leur entreprise le mot d'ordre : *les Soviets partout!*

METALLOS !

A bas les formules mensongères d'union de la nation française, de redressement de l'économie.

Pour mener la lutte *classe contre classe*, rejoignez le *Parti Communiste Internationaliste.*

LISEZ... DIFFUSEZ...

FALLAIT-IL PRENDRE LES USINES ?

La grève générale de juin 1936

Une brochure de 48 pages par P. FRANK

Prix : UN FRANC

Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

LA COMMUNE

66, Faubourg St-Martin, 66

Abonnement :

Un an. . . 20 francs

Six mois . . 10 francs

Chèque Postal : Brausch 1773-07 Paris

UN ORDRE DU JOUR SCANDALEUX DE LA FÉDÉRATION SOCIALISTE DE LA SEINE

A propos de la réquisition de l'usine Sautter-Harlé

Réuni le 23 décembre 1936, le bureau de la Fédération socialiste de la Seine, sûr d'être l'interprète des membres de la Fédération et des masses de la région parisienne.

Envoie son salut fraternel aux ouvriers du Nord qui luttent.

Stigmatise l'attitude du patronat rétrograde des industries métallurgiques du Nord.

Devant l'intransigeance patronale, [illegible] aux membres du gouvernement de procéder à la réquisition des usines qui travaillent en grande partie pour la Défense nationale, à l'exemple de ce qui a été fait chez Sautter-Harlé.

« A l'exemple de ce qui a été fait chez Sautter-Harlé... » Ceux qui l'ont trouvé mauvaise, ce sont les copains de chez Sautter-Harlé. Pourvu, pensent-ils, qu'on n'aide pas les métallos du Nord comme on nous a aidés.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'après trente-cinq jours de grève, le 16 octobre dernier, l'usine était réquisitionnée. Cette mesure devait assurer la reprise du travail — ce qui se fit — et éviter de nouveaux licenciements et ramener l'apaisement. On va voir comment! Les treize dessinateurs licenciés n'ont jamais été réintégrés, ni embauchés par l'Etat, suivant une promesse de Daladier. Et le 10 novembre et les jours suivants, près de quatre-vingt nouveaux licenciements. *Avec l'accord* (pas toujours officiel, mais chaque fois réel) du service de réquisition dirigé par un ingénieur de la Marine.

Ces licenciements font partie de toute une tactique du patronat car les commandes sont surabondantes (le budget de guerre ne connaît pas de compressions). Mais la Maison Sautter-Harlé fait tout pour retarder la mise en route ou l'exécution du travail, quand elle ne préfère pas le faire faire par d'autres boîtes.

Et en même temps que se produisent des licenciements et que les provocations se multiplient à l'égard des délégués ouvriers qui se font systématiquement rembarrer, la direction tolère et encourage la propagande des éléments fascistes dans l'entreprise. *Elle a payé intégralement appointements et cotisations d'assurances sociales des trente-cinq jours de grève à ceux qui ont adhéré au syndicat professionnel français.* Le service de réquisition donne l'estampille gouvernementale à toute cette activité du patronat.

La Fédération socialiste de la Seine a un fieffé culot d'adopter un ordre du jour comme celui publié au début; elle est parfaitement renseignée sur ce qui se passe chez Sautter-Harlé car les copains socialistes ne sont pas les derniers à rouspéter. Des réclamations ont même été adressées au ministre de la Marine !

La cellule staliniste de l'usine Bloch au travail !

Elle a publié un numéro du *Bombardier Rouge* dans lequel on ne trouve pas un mot pour dire comment mener la lutte contre le capitalisme. Il y a surtout une polémique avec les socialistes sur la question de l'Espagne. Il y a une apologie de l'U.R.S.S. où est glissée l'attaque, désormais traditionnelle, contre les trotskystes. « Le peuple le plus libre du monde ? » Et bien, que les ouvriers de chez Bloch lisent une brochure de l'ouvrier Yvon, qui a travaillé de longues années en U.R.S.S., et ils seront fixés.

Et pourquoi la cellule ne dit-elle rien contre la décentralisation des usines d'aviation? Les stalinistes l'admettent-ils comme une nécessité pour la défense nationale, c'est-à-dire pour la défense du capitalisme?

A HAGONDANGE

Chez les exploités de de Wendel

Quatre mille exploités par de Wendel qui subventionne tout ce qu'il y a de fasciste. Ça lui en coûte moins cher que de donner des salaires qui permettraient de vivre; ça lui permet même de diminuer les salaires. En juillet, un contrat avait été établi comportant un salaire de base de 25 francs par jour; le patronat vient de le modifier, le ramenant à 18 et 20 francs par jour, *plus des primes*, pour assurer une exploitation plus grande.

Comme partout, les directions syndicales ne disent rien, ne font rien. Le mécontentement grandit. Ouvriers, n'ayez confiance qu'en vous-mêmes. Créez des comités d'usines, pour mener votre [illegible] syndicales « au service de la patrie », c'est-à-dire du capitalisme, hier allemand, aujourd'hui français, mais pas au service du prolétariat.

A METZ

Ce que fut la grève de la FLUM

Au cours du mois de décembre, à l'usine de la Flum, à Metz, où étaient employés environ 120 travailleurs pour fabriquer des ustensiles de ménage, alors tous syndiqués à la C.G.T., le patronat renvoya huit ouvriers dont un délégué.

Les ouvriers firent grève sur le tas. Au bout de huit jours, le tribunal prit un jugement d'évacuation qui fut appliqué. Et après quelques jours de grève, il y eut vingt-huit mises à pied, dont vingt maintenues.

Pourquoi la grève a-t-elle échoué ? C'est parce que la C.G.T. n'a pas agi, n'a rien fait pour élargir le mouvement aux autres boîtes similaires de Metz et de la région, de la Lorne et de la Fench. Et aujourd'hui un syndicat fasciste se constitue.

Travailleurs, il ne faut pas quitter les syndicats, il faut imposer une direction de combat, il faut mener la politique révolutionnaire défendue par le P.C.I. pour supprimer l'exploitation capitaliste.

REJETONS TOUTE PROCÉDURE

Le Syndicat des Employés du

Le Meeting du 23 Décembre

NOS lecteurs se souviennent de la motion du Syndicat des Employés (C.G.T.) du Havre. Presque seuls dans la presse ouvrière, nous l'avons fait connaître.

Pour qu'elle ait davantage d'écho encore, le Syndicat des Employés avait décidé un meeting — en collaboration avec les « employés des maisons de café » — dans la grande salle du « Cercle Franklin » (Bourse du Travail).

Cent affiches double-colombier avaient été apposées dans le Havre; six mille tracts distribués aux ouvriers de la ville et du port; des convocations envoyées au siège des principaux syndicats et organisations. Et cependant il n'y eut que 150 auditeurs ! Il s'était tout simplement passé un sabotage en règle du meeting : toute la journée du 23 décembre, circula en douane un bruit tenace autant qu'impersonnel selon lequel « le meeting n'aurait pas lieu, Blum ayant retiré son projet (!) »; d'autre part Le Gall, des ports et docks, ne s'opposa point à une assemblée générale des dockers qu'on avait (par hasard !) convoquée à 18 h. 30; enfin, on put constater que la plupart des affiches avaient été lacérées.

Malgré ce « sabotage perlé », le meeting se tint devant 150 travailleurs fort attentifs qui, malgré l'intervention d'un camarade réformiste, votèrent la motion des employés du Havre en demandant qu'elle soit discutée au bureau de l'union locale.

Etaient intervenus comme orateurs les camarades Favre, Lefèvre (secrétaire du Syndicat des Employés), Louvel (secrétaire du Syndicat des Employés de café), Meiche (des Employés de la Région parisienne) et un camarade de la Fédération des Techniciens.

Depuis ce meeting, les camarades du Syndicat des Employés ont reçu de plusieurs syndicats des encouragements et même des motions de solidarité que nous publierons.

Pour aujourd'hui, nous voulons résumer les arguments dont se servit Meiche dans son exposé.

⁂

La loi étrangleuse

Après avoir rappelé qu'avec les grèves de juin, le prolétariat français n'avait pas seulement gagné des

positions stratégiques grâce à l'arme de la grève généralisée et à celle des occupations d'usines mais avait développé considérablement sa conscience de classe, notre camarade démontra que depuis septembre, la bourgeoisie poursuit sa contre-offensive : « Elle veut, tout comme sa devancière la bourgeoisie italienne, reprendre en détail ce qu'elle a été contrainte de céder en gros ». La bourgeoisie a d'abord obligé ses valets du Front populaire à déclarer illégales les occupations d'usine; premier pas qu'elle veut voir suivi d'un second : illégalité de la grève elle-même par la pratique de l'arbitrage obligatoire.

Commentant la motion des employés du Havre, Meiche montra par l'exemple de la Nouvelle-Zélande, de l'Allemagne sous Bruning et en rappelant la loi du 8 avril 1932 en Espagne (votée elle aussi sous un gouvernement « socialiste »), que l'arbitrage obligatoire a toujours servi à juguler une classe ouvrière qui développe sa conscience de classe. En France même, la grève des textiles du Nord (où l'arbitrage gouvernemental valut 6 % d'augmentation de salaires sur 40 % demandés) et aussi la « réquisition » de l'usine Santer-Harlé, nous donnent un avant-goût de ce que sera la pratique de la loi instituant le « statut démocratique de la grève » !!

Après quoi l'orateur indiqua quelques-unes des conséquences de cette loi : d'abord la répression contre les militants syndicaux d'avant-garde, ensuite l'impossibilité du déclenchement de la grève générale en réponse à une offensive brusquée de la bourgeoisie, sans compter que la loi est indirectement tournée contre les chômeurs... En réalité, la bourgeoisie réalise avec l'arbitrage deux opérations : elle désarme le prolétariat (en lui ôtant le droit de grève, première brèche que saurait élargir encore un ministère éventuel de Front français) et elle prépare la militarisation industrielle (pas de grève en temps de guerre !). Mais on ne le dit pas; on préfère justifier la loi par des considérations générales telles que « la reprise économique » et « la paix sociale » (Blum).

Ce langage ayant toujours été celui des représentants de la C.G.T., il est donc logique que M. Léon Blum

Les travailleurs ont mené en juin 1936, une grande lutte au cours de laquelle ils ont rejoint à plusieurs millions les syndicats. La C.G.T. concentre ainsi une force considérable, au moment même où de nouvelles luttes grandioses sont en gestation. A cette occasion, il est bon de puiser quelques enseignements au passé, plus particulièrement aux grandes batailles de 1920 : à la tête de la C.G.T. se trouvait déjà Jouhaux; au sein de la C.G.T. bataillait une minorité révolutionnaire qui, avec Monmousseau, parvint à la direction de la Fédération des Cheminots dans les jours-mêmes qui précédèrent le conflit. Aujourd'hui Monmousseau connaît les fauteuils rembourrés du Parlement. En 1920, la grève des cheminots lui valut un emprisonnement pendant lequel il rédigea, sous le nom de Jean Brécot, une petite brochure : La grande grève de mai 1920, *dont nous allons donner de larges extraits qui ne nécessiteront que fort peu de commentaires pour en apprécier toute leur valeur.*

LA SITUATION EN 1920

La guerre venait d'être achevée; la production capitaliste se réorganisait. La vie augmentait, les revendications ouvrières se multipliaient.

Et voici que ce dit Brécot-Monmousseau :

Les séjours des délégués syndicaux dans les bureaux ministériels et dans les comités patronaux, ne tranchaient aucunement les difficultés matérielles de l'existence, n'apportaient aucune satisfaction aux revendications proposées. C'est ainsi que dès le début de 1919 les Cheminots durent recourir à la grève sur de nombreux réseaux, au grand scandale de leurs dirigeants syndicaux.

Il précise encore :

Les revendications corporatives ? Enterrées dans les dossiers ministériels, ou promenées de commission en commission, de mois en mois.

Et il explique les raisons de la capitulation des chefs de la C.G.T., de Jouhaux et Cie :

Cette capitulation n'était que la conséquence logique de leur état d'esprit réformiste : Pas d'action, pas de grève pendant la guerre pour ne pas entraver la défense nationale ! Pas d'action, pas de grève après la guerre pour ne pas entraver la reconstitution nationale !

Les minoritaires — l'aile révolutionnaire — se rendaient compte que :

...l'ère de l'action corporative était terminée. Les échecs successifs de toutes les dernières grèves corporatives signifiaient avec évidence que la question des augmentations de salaires était un cercle vicieux dans lequel il ne fallait plus tourner.

Les minoritaires pensaient cela et ne se lassaient pas de le proclamer; la conception de la grève générale s'infiltrait dans l'esprit des cheminots.

D'autre part, la direction de la C.G.T. sentait également fort bien qu'il fallait offrir aux masses travailleuses un objectif d'ensemble. Dans sa brochure, Monmousseau écrit :

Depuis 1918, la C.G.T. avait dressé un programme minimum concernant la nationalisation. Ce n'est point la faute des révolutionnaires si ce programme, bourré de formules le plus souvent inintelligibles, est resté ignoré des masses.

Nous avons combattu ce programme pour sa déviation de la doctrine syndicale, pour son démocratisme marqué, pour son souci de ménager les intérêts antagonistes du Capital et du Travail sous le couvert de l'*intérêt général*. Mais ce n'est point la faute des révolutionnaires, que je sache, si la C.G.T. s'est toujours confinée dans un rôle de pure critique contre les institutions capitalistes ou d'opposition déclamatoire en dehors de toute éventualité d'action.

Cette politique a pesé lourdement sur les événements de mai, et l'impréparation des masses vient de là.

L'Histoire ne se répète jamais deux fois. La guerre est devant nous au lieu d'être derrière. Mais que d'analogies subsistent avec la situation présente ! C'est encore l'intérêt général, c'est le plan aux formules ignorées des masses, c'est le cercle vicieux des augmentations de salaires. Pour aujourd'hui comme en 1920, c'est la nécessité des luttes extra-corporatives, de la lutte décisive pour le pouvoir. Monmousseau et bien d'autres qui combattaient alors Jouhaux sont aujourd'hui à ses côtés. Nous lirons plus loin sous la plume de Monmousseau que Jouhaux ne change pas.

UN COUP D'ŒIL SUR LES LUTTES EN 1920

Les cheminots firent deux fois grève en 1920. La première fois. L'atmosphère était orageuse, un incident — une sanction contre un délégué à la propagande met le feu aux poudres :

Grève des bras croisés dans les ateliers de Villeneuve-Saint-Georges, le jeudi matin, 19 février. L'après-midi, l'administration ferme les portes des ateliers. Le 20, Midol, prévenu, se rend à la Fédération pour la mettre au courant des événements; une audience est accordée par l'ingénieur Valentin; la délégation essuie un échec; le 22, le directeur du réseau P.-L.-M. couvre ses subordonnés, cependant que la grève gagne différents ateliers et menace de s'étendre aux services actifs; le 23, la grève est à Paris-P.-L.-M.; le 24, les services de traction se déclanchent; le 25, c'est la grève sur tout le réseau P.-L.-M. A cette date se placent le discours de M. Noblemaire et la provocation de Le Troquer.

Le 26, c'est la réponse des syndicats : la grève générale décrétée sur le réseau P.-L.-M. et suivie le même jour par les syndicats des Cheminots parisiens.

Les dirigeants réformistes de la Fédération des Cheminots sont embarrassés. La C.G.T. leur offre son concours. Que vont-ils décider ?

La Fédération, après avoir refusé le concours de la C.G.T., accepte, le couteau sous la gorge, c'est-à-dire sous la pression des syndicats de Cheminots parisiens, de lancer enfin l'ordre de grève générale, mais elle entend rester maîtresse du mouvement.

Quelles suites va-t-elle lui donner ? On va en délégation au ministère toute

En relisant une vieille "MEFIEZ-VOUS

Retenons la leçon des grèves de

Exploité des usines, des casernes et des

A TOUS LES EXPLOITÉS . . .

Les meetings du Vél' d'Hiv...

On est venu en masse, il a fallu passer entre les rangs de gardes mobiles. Avant que commence le meeting, les hauts-parleurs diffusaient des airs quelconques, mais les métallos n'ont pas suivi: ils ont chanté *l'Inter*. Les dirigeants ont pu s'apercevoir de l'ardeur des copains pour obtenir les 15 pour cent. Il faudra bien les leur donner si on ne veut pas qu'ils se livrent à des démonstrations sérieuses, et non à des plaisanteries comme cette pseudo-grève qui a consisté à se laver les mains cinq minutes plus tôt. Ils repasseront à l'action, les métallos.

En se rendant au meeting, dans le groupe d'une usine du XVe, des cris : Vive Lénine! auxquels répondent des: Vivent Lénine et Trotsky! Les staliniens, désemparés, restent sur la question des 15 %.

... et de Huyghens

Un ajusteur nous écrit...

Chers camarades de la Commune,

« Je vous écris pour vous dire mon étonnement, je suis ajusteur et comme tel je travaille chez... Comme mes camarades, j'ai débrayé le mercredi 30 décembre pour le réajustement de salaire, j'ai été avec mes camarades à la réunion du Gymnase Huyghens. Nous sommes arrivés en groupes, la salle était pleine, nous étions peut être six mille.

Nous avons écouté le discours de notre secrétaire de la région parisienne, puis le discours de Raynaud. Là, je vous avoue qu'il y a des phrases auxquelles je n'ai rien compris. Telle que celle-ci : S'ils (les patrons) ne nous accordent pas notre réajustement, nous ne répondrons pas aux provocations patronales, nous ne ferons pas grève, nous ne voulons pas entraver l'action de nos camarades du gouvernement. »

Je me retourne, personne ne bronche. Je vous avoue que je n'ai rien compris au discours du camarade Raynaud, secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine. Moi qui croyais que nous devions lutter contre notre patron, que c'était lui qui nous oppressait, que le but du syndicalisme était la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Et voilà maintenant que ce sont les patrons qui veulent que nous fassions grève pour embêter le gouvernement ! Je vous joins, camarades, mes meilleures salutations, si vous pouvez me donner quelques explications.

Nous ne pouvons que conseiller au camarade qui nous écrit de lire attentivement La Commune. *Il s'apercevra que nous n'avons jamais cessé d'affirmer que les dirigeants syndicaux cessaient de plus en plus leur activité revendicative et qu'au surplus il n'y aurait qu'à lui rappeler qu'il n'y avait pas besoin d'aller chercher la plus belle gueule de traître, le citoyen Jouhaux, pour lui faire trahir en 1936 la classe ouvrière comme il l'avait si bien trahie en 1914 et en 1920. Les citoyens Raynaud, Racamond et autres appointés depuis vingt ans, s'en chargent. Nous ne pouvons que conseiller à ce camarade de se méfier des faux frères qui souhaitent que cela dure longtemps pour pouvoir vivre sur la misère des autres et de venir rejoindre nos rangs où il pourra lutter en révolutionnaire sincère et ardent.*

« BLUM, A L'ACTION ! »

La manifestation des Services Publics à l'Hôtel-de-Ville

Tous, nous avons encore présents à la mémoire les colères qui accueillirent les décrets-lois du marchand de marrons Pierre Laval (service de distribution gratuite par les soins de la préfecture de police), les protestations se multiplièrent, la lutte s'engageait et l'on vit le 3 mai 1936.

Victoire, dirent presque tous les fonctionnaires. Voire, avons-nous dit, attendons un peu et nous avons si bien attendu que nous attendons encore. La spoliation n'a pas cessé, certains d'entre nous ont bien retouché leur dix pour cent; pour d'autres, qui avaient l'audace de réclamer en gagnant plus de 12.000 fr. par an (soit 33 fr. par jour), on leur en retient encore un peu.

Il ne faut pas tout de même mettre tout le monde sur le même pied. Mais là où nous avons eu l'égalité, c'est dans notre diminution de pouvoir d'achat. Comme cadeau, cela n'est pas vilain; nous prendre trois fois plus que ce que l'on nous rend. Dire que nous avons mis sept mois pour réclamer, sept mois pour aller demander poliment à ces messieurs de l'Hôtel de Ville. Et c'est là où l'écœurement devient pire qu'un vomitif.

Partis d'accord avec nos syndicats pour réclamer de quoi vivre, nous avons compris en arrivant. Ici, je ne donne pas mes impressions. J'écris ce que j'ai vu. Ce mardi soir, j'étais de congé; dès quatre heures du soir, je déambulais autour de l'Hôtel de Ville. A 4 h. 30, je vois arriver les premiers pelotons de gardes mobiles; il devait en venir 70, soit plus de 2.000 hommes. Les barrages de rues commencent déjà à s'établir à 5 heures, au ralenti. Je passe devant l'Hôtel de Ville; toutes les huiles sont là; mais tout à l'heure, c'est nous qui allons être frits. J'entends une voix, je ne distingue pas bien dans l'obscurité, mais il me semble reconnaître l'organe du préfet de police :

« Et surtout, ne laissez pas stationner ». Je continue mon chemin, car je n'aime pas les rues mal fréquentées.

Il est 5 h. 30, les barrages de police commencent déjà à filtrer, je me dirige vers la rue de Rivoli, juste devant le Bazar de l'Hôtel-de-Ville.

Il y a beaucoup de facteurs par là ce soir et, comme balayeur, on voit que les rues sont sales (sans aucune allusion pour les gardes mobiles). Tiens ! des gardiens de square, eux aussi, commencent à s'apercevoir qu'on se moque d'eux.

Jusqu'aux croque-morts qui sont là; s'ils pouvaient enterrer ceux à qui je pense...

Six heures moins cinq; c'est l'heure, tous d'un bloc on se précipite sur le terre-plein, juste devant l'Hôtel de Ville, et nous commençons à réclamer de quoi vivre. Les flics sont surpris, nous sommes peut-être 2.000 au plus, mais nous crions avec notre conscience, avec notre volonté de vivre. Dix minutes se passent, je pense aux camarades empêchés par les barrages qui ne peuvent nous rejoindre. Nous n'en crions que plus fort.

Six heures un quart; les flics, aidés des gardes mobiles commencent à nous repousser, nous résistons comme nous pouvons, c'est dur.

Puis, brusquement, un renfort d'un millier de manifestants arrive, bannières en tête et calicots déployés, c'est l'Hôpital Bretonneau renforcé de nombreux balayeurs qui ont franchi les barrages. Nous repoussons les agents et nous joignons à eux. A 6 h. 20, nous occupons toute la place de l'Hôtel-de-Ville et, jusqu'à 6 h. 30, le flot des manifestants s'accroît sans cesse; quatre barrages sont rompus.

Nous sommes, à cette heure-ci, sept à huit mille sur la place de l'Hôtel-de-Ville; la délégation se prépare, nous réclamons nos salaires. *L'Internationale* retentit.

Nouveauté qui nous manquait, voilà la garde à cheval qui arrive. Ce soir ressemble à un vrai soir d'émeute. Le mouvement se dessine: la garde à cheval essaie de faire évacuer la place, comme avant, comme du temps des dragonnades de Draveil-Vigneux, de Villeneuve-Saint-Georges. Ils poussent leurs chevaux, nous ne reculons pas, ils n'osent pas charger carrément, mais sournoisement; ils font faire demi-tour à leurs chevaux et les font ruer. Ça doit être fameux et je vois une douzaine de camarades qui s'affaissent sous les ruades.

C'est à ce moment qu'un camarade, juché sur un lampadaire, crie: Blum à l'action! Je proteste, je ne sais pas s'il est sincère ou ironique. Mais je lui dis qu'il se taise et surtout que Blum ne passe pas à l'action, sans cela ce n'est pas douze camarades qu'il y aurait de blessés, mais deux cents, ou peut-être, qui sait, Blum à l'action, ce serait des morts.

Il est sept heures, nous occupons encore la moitié de la place, notre délégation est entrée voir les Topaze réunis en face de nous. Nous, salariés, voyons les effets et les manifestations d'un gouvernement qui tient son pouvoir de nous; trois mille mousquetons armés braqués sur nous, sans compter les revolvers et les sabres. Et dire que c'est nous qui payons tout cela. Sous le règne du sieur Marx Dormoy, député socialiste (qu'il dit) et ministre de l'Intérieur.

Un intermède: c'est Paul Marcel, nouveau conseiller municipal communiste de Plaisance, qui parle. Il prêche le calme, la discipline et nous avertit que les gardes ne demandent qu'à nous charger (comme les autres gouvernements, d'ailleurs). Qu'il va falloir nous retirer. Quelques cris fusent. Mauvais berger! Paul Marcel est tout pâle. A-t-il peur, lui aussi, de ce qu'il a prêché?

Sept heures 20. La délégation sort. Nos demandes seront prises en considération. Des promesses, toujours des promesses. Et le boulanger veut de l'argent. Vendus, va!

Il n'y a plus rien à faire pour nous ce soir, nous nous retirons, la farce est jouée. Au passage, nous saluons de huées le défilé des gardes. Ils n'ont pas à être fiers de leur triste besogne. Charger sur les ouvriers qui ne veulent pas mourir de faim.

Le plus beau de l'histoire, c'est le mercredi matin, en ouvrant *l'Humanité*; nous sommes relégués à la septième page. Deux colonnes de considérations générales, pas un mot sur les arrestations, pas un mot sur les bousculades, les barrages rompus, les ruades des chevaux, les blessés. A croire que *l'Humanité* envie les lauriers du *Petit Parisien*, le roi des menteurs. Ne pas parler de ce que tous nous avons vu, quel changement, quel dégoût, quel écœurement!

Camarades fonctionnaires, il faut se mettre d'accord une bonne fois pour toutes. Quand comprendrons-nous que ce n'est pas un changement de gouvernement, mais un changement de régime qui nous donnera ce qu'il nous faut pour pouvoir vivre? Que tous les gouvernements, quels qu'ils soient, qui se sont succédé au pouvoir, aussi bien Doumergue, Laval, Sarraut ou Blum, ne sont que des gouvernements bourgeois, gouvernant avec leur esprit de classe, parlant des sacrifices que les autres ont à faire, mais jamais des leurs? Quand comprendrons-nous cela, camarades fonctionnaires, et agirons-nous en conséquence?

Ce jour-là, camarade fonctionnaire, ça ne sera pas long. Il n'y aura plus de mauvais bergers possibles, plus de parasites vivant sur notre dos, et plus de gouvernement pour nous matraquer.

Parce que le gouvernement, ce sera nous, nous qui saurons diriger nos affaires, un peu mieux que la bande de pas grand' chose qui est au pouvoir.

TOUS DOIVENT LIRE :

LE PARTI

Communiste Internationaliste

Bolchévik-Léniniste

(IVe INTERNATIONALE)

ET LES SYNDICATS

Prix : 0 fr. 10

CHEZ LES CHEMINOTS

Pourquoi ne parle-t-on plus de la nationalisation ?...

L'exploitation des chemins de fer constitue un défi lancé à la classe ouvrière et à la collectivité sociale.

Les chemins de fer appartiennent à l'Etat; c'est avec les capitaux de l'Etat, c'est-à-dire avec les sommes prélevées sur le peuple soit par les impôts, soit par des emprunts, qu'ils ont été construits, développés, entretenus. Mais l'exploitation de ce capital collectif a été confié à des entreprises privées; l'Etat capitaliste a « dénationalisé » les chemins de fer au profit d'entreprises capitalistes.

L'opération se réalise « légalement » sous le couvert d'une convention dite de 1921 instituant une caisse de fond commun. A ce fond commun les réseaux doivent verser tous les bénéfices éventuels; s'il y a un déficit l'Etat doit le boucher. Or jamais les Compagnies de chemins de fer ne réalisent de bénéfices, c'est un principe chez elles ! Au contraire leur exploitation laisse ressortir un déficit sans cesse accru et qui atteint annuellement plusieurs milliards ! Ces milliards les contribuables doivent les solder. Mais les administrateurs des réseaux sont en même temps administrateurs de sociétés de constructions métallurgiques, de forges ou de chantiers, de production électrique, de transports automobiles, de tourisme, etc..., ils se nomment Schneider, de Wendel, de Rothschild, de Vogüé ou André Lebon et ils

bénéficient à ce titre de riches commandes de matériel, de subventions. Ils ont constitué un domaine privé extrêmement prospère qui ne connaît pas le déficit et dont on se partage les dividendes. Comme rien ne se perd, c'est à eux, par ces canaux détournés que va le déficit évalué à un million par heure.

Devant ce scandale qui dure depuis des années, la Fédération des Cheminots réclamait la déchéance des compagnies et la nationalisation des Chemins de fer. Ce mot d'ordre avait été mis en avant lors de la deuxième grève de 1920 et le capitalisme avait tellement senti le danger qu'il avait mobilisé toutes les forces répressives pour écraser le mouvement.

La nationalisation figure également en bonne place dans le plan de la C.G.T. Mais pourquoi n'en parle-t-on plus maintenant ? Pourquoi la campagne n'est-elle plus menée à un moment où il y aurait possibilité de la faire aboutir ?

Le silence de la Fédération est étrange et annonce-t-il que la nationalisation n'est plus un des buts de l'action syndicale ? Le fait de discuter quotidiennement avec les représentants du capitalisme ferroviaire absorbe sans doute toute l'activité ! Et pourtant !...

En juin dernier, les Compagnies ont bien cru qu'elles seraient dépossédées. Tout mouvement de grèves des cheminots attirait brutalement l'attention sur leur situation, qui n'est guère brillante; il aurait été impossible de masquer toutes les défaillances et toutes les exactions. Les masses étaient prêtes à l'action et plus expérimentées qu'en 1920, averties des trahisons précédentes de leur direction syndicale, elles ne se seraient pas laissées berner.

Actuellement les masses cheminotes doivent de nouveau orienter leur action vers cet objectif. Mais il ne faut pas comprendre la nationalisation comme un rachat quelconque et comme le passage des réseaux dans les mains de fonctionnaires qui le géreront pour le compte de l'Etat capitaliste. La nationalisation doit être l'expropriation du capital, l'exploitation des chemins de fer par les cheminots et sous le contrôle des cheminots.

Une Fédération syndicale consciente de sa force et de ses devoirs doit s'atteler à cette tâche. Ce mot d'ordre sera remis en avant. Il n'implique pas seulement l'action des cheminots mais celle de toute la classe ouvrière. C'est une aberration de faire croire à une corporation qu'un problème, comme celui du déficit et de l'exploitation des chemins de fer, qui touche à la racine même du régime capitaliste peut être résolue par quelques textes législatifs et par l'action des seuls cheminots.

A travers la nationalisation des chemins de fer, c'est toute la gestion du capitalisme qui est en cause. Est-ce pour cela que la Fédération des Cheminots se tait ?

LE LAMPISTE.

Un meeting des bouchers

A la veille des fêtes, les patrons bouchers dénoncèrent le contrat collectif. La colère fut grande parmi les ouvriers bouchers, la grève menaçait. le Syndicat et le Gouvernement se hâtèrent de pondre des formules pour apaiser le mécontentement des travailleurs.

Le mercredi 30, grand meeting; trois mille bouchers sont à la Bourse du Travail. Des ouvriers veulent la grève immédiate, la période étant favorable. Mais les vieux syndicalistes, Chaussin et Simonin, réconciliés, prêchent le calme. Ce dernier n'eut aucun succès quand il fit connaître les intentions du Président du Conseil; enfin il ne put achever son discours, les travailleurs présents le conspuèrent sur l'air des lampions: Un boucher! Un boucher!... La combine qui réussit aux dirigeants, ce fut de renvoyer le mouvement au 21 janvier, date d'expiration du contrat collectif.

Bouchers, vous avez voulu entendre « un boucher », c'est-à-dire l'un de ceux qui triment comme vous et non ces permanents, détachés de l'exploitation depuis des dizaines d'années. N'ayez confiance qu'en vous-mêmes pour mener les luttes. N'accordez aucun crédit aux démarches dans les ministères.

A DINAN

Les ouvriers des services publics et leur député-maire

Le samedi 18 juillet dernier, devant la carence de la municipalité 100 % front populaire, les ouvriers des services réparation et voirie, ont voté avant la prise du travail le matin, la grève qui fut immédiatement effective, le lundi 20 dans l'après-midi. Le délégué des services publics qui vient d'arriver pour aider nos camarades grévistes à faire aboutir favorablement leurs revendications, se rend à la mairie pour y rencontrer le député-maire. Celui-ci l'envoie aux calendes grecques, lui disant : « Je prends le train dans un instant, demain matin je dois être au Palais-Bourbon pour interpeller ». Comment interpeller, se sont dit nos camarades grévistes, lui qui remplace la plus bavarde des carpes au Palais-Bourbon.

Mais nous avons appris depuis que le député Barbot, se trouvant en congé, s'était fait remplacer par celui de Dinan, pour crier aux ministres ce mot célèbre : « Cambronne ».

A la lecture de cette mise au point nos camarades regretteront amèrement d'avoir fait manquer le train à notre très cherrr... député Carpiste, car pour lancer le mot célèbre n'est-il pas avec Barbot le plus qualifié.

Comme on le voit pour une interpellation elle était de taille, et nos camarades avec leurs 2 fr. 50 de l'heure pouvaient bien attendre la fin de celle-ci.

Mais l'action de classe contre de telles interpellations ne pourra être effectivement collective qu'au sein d'un vrai parti de classe; à cette action le *parti communiste internationaliste* répond présent; aux travailleurs de lui faire confiance, en lui donnant leurs adhésions.

D'ARBITRAGE OBLIGATOIRE !

Hâvre poursuit la bataille à la SALLE FRANKLIN

« ait la chance d'avoir derrière lui les syndicalistes qui repoussèrent si longtemps la conciliation et l'arbitrage ». Mais les syndiqués sont fondés à penser tout autrement !

Avant de conclure, l'orateur tient à prévenir les camarades du Havre que la bourgeoisie, après avoir *obtenu* (malgré les répugnances plus apparentes que réelles de quelques sénateurs) l'abrogation du droit de grève par l'arbitrage, s'empressera de compléter sa victoire par une amélioration de sa propre organisation de classe. Et Meiche d'annoncer aux auditeurs que la loi Flandin des « ententes industrielles » votée par la précédente Chambre va être examinée et votée par le Sénat.

Ainsi, non seulement le gouvernement de Front populaire aura jugulé le prolétariat, mais il aura par-dessus le marché favorisé le redressement de l'ennemi capitaliste. C'est un comble !

Pour le contrôle ouvrier

Le contrôle ouvrier sur la production est inscrit dans le plan de la C. G. T. élaboré en 1934, mais s'il signifie pour certains des fauteuils à la Banque de France, à la S. D. N. ou au Conseil National Economique, par contre, pour les ouvriers, il a un contenu bien précis : il veut dire contrôle de l'embauche, contrôle des commandes, contrôle des fournitures, contrôle de la comptabilité, contrôle des bénéfices. Chacun a compris que nos syndicats de comptables peuvent fournir des copains susceptibles de débrouiller les comptes les plus emmêlés et que nos syndicats de dockers, de la bâtisse et des métaux peuvent donner de quoi créer ces fameuses « formations d'auto-défense syndicale » qu'au lendemain de février 34 on parlait de réaliser...

Et chaque camarade qui assistait à ce meeting a surtout compris qu'il n'est au pouvoir de quiconque d'arrêter, en régime capitaliste, la lutte de classes.

A noter que le président de la section du Havre des Combattants de la Paix tint en son nom personnel à stigmatiser — plus violemment que ne l'avait fait aucun des orateurs annoncés — la trahison consciente des bonzes syndicaux de la C.G.T. Il fut applaudi.

Toute grève est illicite

La « loi étrangleuse » a été votée après marchandages multiples et elle entre déjà en application dans la blanchisserie, l'alimentation, la métallurgie. Un peu partout, les arbitres « se consultent dans un esprit d'apaisement réciproque » comme on dit maintenant. La bureaucratie syndicale étouffait bien; l'arbitrage obligatoire éteint mieux !

Mais les ouvriers ne mettront pas longtemps à comprendre qu'on a essayé de les garrotter. Déjà, en bien des endroits, les gars de la base sont mécontents; de là les articles de Dumoulin dans *Le Populaire* ou de Belin dans *Le Peuple* (deux beaux spécimens d'éteignoirs grande mesure) lesquels expliquent à leurs lecteurs qu'il n'y a pas de bobo, que le droit de grève n'est pas abrogé, etc., etc...

Cependant, la grande bourgeoisie entend que *sa* loi soit appliquée strictement. Par l'organe du *Temps*, elle affirme que « toute grève est désormais illicite ».

« Parle toujours, dit-elle à Dumoulin ! Coupe les cheveux en six, semble-t-elle dire à Belin ! Moi, grande bourgeoisie, aux ordres de qui sont Gouvernement, Parlement et — surtout — Administration, je ferai *appliquer*. »

Il faut accorder les actes et les paroles

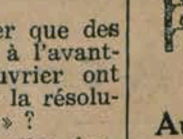
Le Syndicat des Employés du Havre n'a pas gardé sa motion dans ses tiroirs. Non seulement il a provoqué le meeting que nous venons de relater, mais il a communiqué sa résolution à plusieurs centaines d'organisations et de journaux ou revues prolétariennes. De divers côtés lui sont parvenus des encouragements.

Mais comment expliquer que des revues qui se prétendent à l'avant-garde du mouvement ouvrier ont jusqu'à présent gardé sur la résolution un « silence prudent » ?

Des lettres se seraient-elles égarées ? Les camarades du Havre sont prêts à renvoyer leur document aux journaux suivants s'ils ne l'avaient pas reçu : *Lutte ouvrière* (Paris), *Révolution Prolétarienne* (Paris), la *Gauche Révolutionnaire* (Paris), *La Vague* (Paris), *La Jeune Garde* (Paris).

Aux ateliers de réparations de la S.T.C.R.P. rue Championnet, XVIIIe

Les ouvriers de Championnet ont, comme tout le monde, ressenti les effets de la dévaluation. Mais le poids de la vie chère leur a été deux fois plus lourd puisqu'ils n'ont point eu d'augmentation de salaires après juin. La section syndicale a donc, il y a deux semaines, déclenché une grève sur le tas d'une heure en guise d'avertissement avec dépôt du cahier de revendications. Jusqu'ici, M. Mariage a lâché seulement une augmentation d'1/47e pour les vieux. Bou ! mais si la rallonge ne vient pas vite et si les 40 heures (appliquées chez les cheminots) tardent au delà du 10 janvier, il y a des compagnons qui proposeront une autre grève sur le tas, un petit peu plus longue ! Espérons que sur le terrain immédiatement économique ça grondera un peu plus fort que sur le terrain du « Conseil général » ?! Bien des copains — à commencer par ceux de la mécanique — s'attendaient à ce que les gars de la T.C.R.P. s'aperçoivent qu'on se paie leur tête (puisqu'il s'est trouvé une majorité au Conseil général pour voter pour Mariage contre la « Régie directe » !) Quand donc les gars du Grand-Levage et ceux de la chaudronnerie et ceux d'ailleurs, remarqueront-ils qu'on leur fait un peu trop souvent prendre des vessies pour des lanternes.



P. T. T.

Au Central Télégraphique

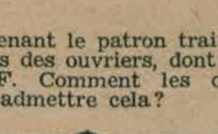
La cellule du P.C.I. a publié son journal: *le Soviet du Central*. Pour les camarades des P.T.T. des autres services et bureaux, nous avons gardé quelques exemplaires. Les P.T.T. ne tarderont pas à livrer bataille pour leurs traitements. Il faut s'organiser pour cette bataille.

Dans l'habillement le mécontentement grandit

L'assemblée générale du 5 janvier du Syndicat de l'habillement a décidé de faire la dernière démarche au patronat pour avoir satisfaction. Si le patronat persiste à repousser les revendications ouvrières, ce sera la grève générale de l'habillement. Et on reverra les exploités et les exploitées de la couture manifester dans la rue.

Chez Mariotte, rue de Crimée

Cette boîte emploie 60 ouvriers pour fabriquer des formes pour le façonnage des chaussures. Six d'entre eux adhèrent au S.P.F., les autres à la C.G.T. Ils se sont tous mis en grève mercredi pour avoir 0 fr. 50 de vie chère. Immédiatement la police les a vidés de l'usine et elle ne tolère pas de piquet de grève. Qu'en pense le comité syndical local?



Et maintenant le patron traite avec des délégués des ouvriers, dont un délégué S.P.F. Comment les ouvriers peuvent-ils admettre cela?

Les petits fonctionnaires abandonnés par leur Fédération

A la manifestation à l'Hôtel de Ville des employés des services publics municipaux ont participé beaucoup de petits fonctionnaires qui auraient conclu que la Fédération des fonctionnaires s'associe à cette manifestation. Car ils ont des revendications presque identiques. Les petits fonctionnaires la crèvent, les décrets Laval ne sont pas tous abrogés.

Depuis huit mois de Front Populaire, pour ainsi dire rien n'a été fait pour nous, prolétariat administratif. Les Laurent, Lacoste et Cie qui dirigent la Fédération, touchent de bons traitements, ils se moquent pas mal des petits fonctionnaires, ils essayent d'étouffer la colère qui gronde par de belles phrases et de belles promesses. Mais nous commençons à en avoir assez des phrases et des promesses. Ce que nous voulons, c'est une augmentation des traitements pour tenir compte du coût de la vie. Nous ne pourrons pas admettre l'arbitrage obligatoire, car l'arbitre c'est en même temps notre patron, l'Etat; ce serait un de ces hauts fonctionnaires qui sont chargés de nous exploiter; nous devrons recourir à la grève.

Parmi les petits fonctionnaires, la catégorie la plus exploitée, c'est celle des auxiliaires. Ainsi quelques exemples pris dans les laboratoires des Arts et Métiers. Après huit ans de présence, un ouvrier auxiliaire 2e catégorie gagne 1.118 francs par mois, tandis que titulaire, le même travail lui serait payé 1.300 francs. Des femmes vérificatrices ont comme auxiliaires 825 fr., comme titulaires elles ont 970. Un ouvrier spécialiste embauché comme manœuvre titulaire gagne, après huit années, 1.080 francs par mois, charges de famille comprises; il est forcé de faire un travail de spécialiste pour ne pas subir toutes sortes de vexations ; et quand par un travail il assure plusieurs mille francs de bénéfices à son labo, on lui promet généreusement une augmentation de 19 francs par mois par un avancement au choix !

Les dirigeants de la Fédération des Fonctionnaires, ces messieurs du gouvernement, ces messieurs de l'*Humanité* qui appellent humanisation des décrets-lois quelque misérable augmentation, nous abandonnent. Ils mangent bien, boivent mieux et se fichent de nous. Nous mènerons la lutte sans eux et contre eux.

Nous imposerons nos revendications les plus immédiates :

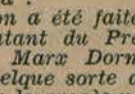
1) A travail égal salaire égal.
2) Augmentation de nos traitements en rapport avec le coût de la vie.
3) Application des 40 heures.

Et nous lutterons avec tous les travailleurs pour détruire ce régime de misère et de guerre.

Gouvernement et direction syndicale ont fait pression pour faire capituler les grévistes de l'alimentation

A la veille des fêtes du Nouvel An, la grève éclata dans les usines et entrepôts de l'alimentation et dans des magasins de détail de grandes firmes (Potin, Damoy, etc...). La grève avait été suscitée par un certain nombre de provocations patronales (renvois, diminutions de salaires...) et elle se dressait contre l'arbitrage d'un haut fonctionnaire, arbitrage complètement au profit du patronat.

L'époque était favorablement choisie pour faire céder les patrons; des pertes considérables en auraient résulté pour ces derniers. Aussi le gouvernement s'inquiéta et le mardi 29 décembre, il établit et fit signer aux deux parties un accord, dans lequel la délégation ouvrière s'engageait à signer un contrat collectif entérinant l'arbitrage infâme. Dans la soirée du 29, la délégation ouvrière se présenta, avec ce texte, devant plusieurs milliers de grévistes à Japy.



Le meeting fut houleux, mouvementé. Les grévistes conspuaient les orateurs : « La grève à outrance », « Le Syndicat à l'action ». Toutes les tentatives pour faire accepter l'accord furent vaines. Le secrétaire du Syndicat, Patat, avoua :

« *Une pression a été faite sur nous par le représentant du Président du Conseil et par Marx Dormoy. Nous avons été en quelque sorte dans l'obligation de signer le procès-verbal.* »

Mais les grévistes votèrent la continuation de la grève. Ce n'est que de nouvelles manœuvres de la direction syndicale qui provoquèrent plus tard une division des grévistes préjudiciable au mouvement.

Ouvriers de l'alimentation, vous avez eu un exemple saisissant : direction syndicale et gouvernement capitulent devant le patronat. N'ayez confiance qu'en votre force et que dans les méthodes révolutionnaires. Il faudra reprendre la lutte.

CHEZ LEBAUDY

Après plus de cinquante jours de grève, les exploités de Lebaudy-Sommier sont rentrés. Les patrons ont cédé en apparence, se réservant d'avoir au tournant les ouvriers avancés de ce bagne.

Pendant la grève de la rue de Flandre, qui faisait écho à un mouvement chez Say, les multi-millionnaires du sucre ont travaillé.

Une entente patronale du sucre est en bonne voie, sinon réalisée présentement, mettant cette branche importante de l'alimentation en posture meilleur pour combattre!

Par comparaison, les ouvriers de chez Lebaudy doivent comprendre à quel point est criminelle la loi de l'arbitrage obligatoire.

BRASSERIE AMOS, A METZ

La Brasserie Amos emploie 180 ouvriers. La peur du patronat des mois de juin et juillet a bien baissé. Le mois dernier, il a renvoyé deux délégués. Cela s'est opéré sans aucune protestation, ni action. En raison de l'inactivité des syndicats de la C.G.T., un grand nombre d'ouvriers quittèrent le syndicat. (Ce n'est pas un cas isolé dans la région de l'Est; des syndicats disparaissent presque aussi vite qu'ils ont été créés.) Et les organisations patronales ou au service du patronat en profitent.

Le réveillon des cuisiniers

Dans les grands restaurants, le Réveillon bat son plein. Les fêtards, poules de luxe, vieux gâteux, toute la classe dirigeante, quoi, se goberge de bonnes choses, le champagne coule à flots, comme dit la chanson, et la fine fleur dépense l'argent qui lui gagnent ses ouvriers.

On rit, on s'amuse, comme sait s'amuser une classe en décadence. Des vieux présidents de conseil d'administration, dont les ouvriers dans les mines du Nord sont peut-être dans l'eau jusqu'au ventre à la même heure — ont des petits chapeaux en papier et lancent des serpentins dans la direction de ces dames. Des directeurs d'usines, des actrices, une volée de gigolos en quête de vieilles cocotes argentées, voilà le Tout-Paris qui s'amuse.

Descendons au deuxième sous-sol pour voir de quelle manière on prépare le repas de ces fauves. La première impression qu'on ressent c'est celle de s'être trompé de maison, ce n'est pas dans une cuisine qu'on croit rentrer, mais bien dans une maison de fous. Dans une chaleur étouffante, on voit bondir les cuisiniers d'un fourneau à l'autre, on entend des cris, des jurons, des commandes, et tout ça dans une atmosphère fiévreuse et orageuse. Dans cet enfer moderne, travaillent des ouvriers pendant toute la nuit. Ça rappelle les grands paquebots: sur le pont, les passagers étendus dans les transats, dans la chaufferie, les soutiers qui se tuent au travail. Les jeunes cuisiniers vivent dans cet enfer jusqu'à dix et douze heures par jour et sortent de leur travail brisés de fatigue et moralement très déprimés également. Pour eux, l'exploitation capitaliste est poussée au plus haut degré. Quand on sait que, généralement, pour lutter contre la chaleur, ils ont recours à l'alcool, on peut penser que la santé d'un jeune gars, si solide soit-il, ne peut pas résister longtemps à ce régime.

Les Réveillons pour les cuisiniers ne sont donc pas les mêmes que pour les fêtards. On les fait travailler double pendant les fêtes et, après le mois de janvier, c'est la morte-saison, c'est-à-dire mise à pied, diminution de salaires, etc., comme cela s'est produit l'année dernière, notamment au « Triomphe », restaurant ultra-chic des Champs-Elysées.

brochure de Monmousseau

DE JOUHAUX1"

1920 pour les batailles de demain

la journée du vendredi, 27 février; on fait la navette de chez Le Troquer au directeur du P.-L.-M. ; on se heurte chaque fois à l'ironie patronale; on ouvre les oreilles aux tentatives de chantage dirigées contre Midol.

Dans la nuit du dimanche, 29 février, au lundi, 1er mars, malgré les appels que lui adresse la C.G.T., la Fédération capitule en pleine action, malgré l'emprisonnement des militants parisiens; pas de résultats enregistrés ; des promesses vagues; aucunes garanties; on capitule sur un contrat qui devait être violé dès le lendemain par les Compagnies appuyées par le gouvernement. C'est ce que nous avons appelé alors « La victoire qui fait honte ».

Ce jour-là, les Cheminots ont été trahis. Et avec eux tout le prolétariat.

Dans ce que nous venons de rappeler, il faut noter l'offre officielle de concours de la C.G.T.: il en sera encore question plus loin, sous un tout autre angle.

L'accord signé, les compagnies s'empressèrent de le bafouer, avec l'appui du gouvernement. Le mécontentement grandit chez les cheminots, la minorité révolutionnaire s'y développe pour devenir majorité au Congrès qui se tient à Japy dans la dernière semaine d'avril, au moment où le réseau d'Alsace-Lorraine est en grève et où le gouvernement provoque à nouveau la corporation des cheminots.

Nous ne pouvons que renvoyer à la brochure de Brécot pour l'historique détaillé de la grève de mai, la C.G.T. lançant des vagues d'assaut successivement brisées, des dirigeants réformistes de fédérations et des syndicats, sabotant la grève. Ainsi :

...Raoul, du Métro, prévenant en petite réunion des chefs d'équipe qu'il ne faudrait pas le croire et moins encore le suivre quand il inviterait à la grève, en réunion publique.

Et les journées d'indécision de la direction de la C.G.T. s'ajoutant aux trahisons des dirigeants du réseau Nord, des directions des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, etc...

Et pourtant :

En mai, une moyenne de 225.000 cheminots ont soutenu une lutte de vingt jours, tout en étant décapités de leurs militants.

Des réseaux comme l'Etat et le P.-L.-M. tiennent 24 jours, le P.-O. tient 30 jours et le Midi 33 jours, ne rentrant que le 2 juin.

MEFIEZ-VOUS DE JOUHAUX

De l'appui offert en février au torpillage en mai, on pourrait être surpris si cette brochure n'avait surtout permis à Monmousseau de montrer ce qui se passait dans la coulisse. Au cours d'une séance d'une commission restreinte du Congrès de Japy, où chacun s'exprimait beaucoup plus franchement qu'en séance publique, un délégué réformiste, Navez, fit des déclarations sensationnelles sur le mouvement de février :

L'action que nous allons engager est trop grosse de conséquences et *je ne veux pas vous laisser plus longtemps discuter sans vous avertir des embûches que vous pourrez rencontrer.*

Vous comptez sur la C.G.T. pour vous soutenir sur le terrain où vous vous placez. Eh bien ! méfiez-vous de la C.G.T.! Vous allez vous mettre dans une impasse.

La C.G.T. n'a pas eu l'attitude que vous lui attribuez au cours de la dernière grève et c'est Jouhaux lui-même, — ceci est mon impression très nette — qui a incité notre Fédération à négocier avec le gouvernement.

Le hasard m'a fait assister à une conversation tenue dans le bureau de Bidegaray. Ce que je vous dis n'est pas établi sur des suppositions mais sur des propos tenus en ma présence pendant la grève.

Brécot ajoute quelques lignes plus loin :

Et Navez était là devant nous, appuyé par Guillet, affirmant sur l'honneur la sincérité de ses déclarations, nous mettant en garde contre la confiance qui nous animait vis-à-vis de la C.G.T. « Méfiez-vous de Jouhaux ! Méfiez-vous de la C.G.T.! » nous répétait-il.

La minorité révolutionnaire crut bon, à ce moment, de ne pas faire connaître ces déclarations au Congrès, avant l'action qui devait s'engager. La raison profonde est que les minoritaires accordaient encore un certain crédit à Jouhaux et Cie, comme l'avoue Brécot à maintes reprises :

La jeune génération révolutionnaire des cheminots a péché par excès de confiance, défaut de jeunesse. Je dois à la vérité de confesser que l'attitude de la C.G.T. au cours de la grève de février avait entamé nos préventions contre elle et ses hommes. Sont-ils encore capables de se reprendre ? nous demandions-nous. Emportés par notre besoin de confiance et aussi notre désir d'action nous avons cru la C.G.T. capable d'agir, de retrouver son esprit d'antan.

VERS DE NOUVELLES BATAILLES

Aujourd'hui, Monmousseau, Frachon, Racamond ont rejoint Jouhaux dans la collaboration de classes et l'Union sacrée. Et les lignes suivantes de Monmousseau qui sont encore plus vraies que lorsqu'elles furent écrites, s'appliquent aux uns et aux autres :

Le passé d'Union sacrée n'est pas brisé; les ponts ne sont pas coupés entre le bloc patronal et le bloc ouvrier; les événements et les polémiques ont prouvé que les dirigeants de la Confédération générale du Travail étaient plus près de la réaction capitaliste que des syndicalistes révolutionnaires et qu'ils étaient plus soucieux de se débarrasser de ces derniers que des difficultés économiques au milieu desquelles ils se complairont aussi longtemps que le prolétariat les supportera.

Les travailleurs qui veulent se délivrer des difficultés que le régime leur fait subir, doivent se délivrer des dirigeants de la C.G.T. qui se complaisent dans ce régime. Pour que les prochaines luttes ne connaissent pas le sort des grèves de 1920, il est nécessaire de suivre ce vieux conseil de Brécot à l'égard de Jouhaux et de son équipe ancienne et renouvelée.

champs, sois notre correspondant !

Debout les damnés de la terre !

Chez les employés de la Seine-Inférieure et d'ailleurs

Le journaliste bourgeois Lucien Romier écrivait il y a plusieurs années, pendant la grève des employés de banque : « Que veulent dire ces bas salaires, sinon que, contrairement aux branches de la production qui sont bien rémunérées, les branches qui *enregistrent les chiffres* de cette production laissent de faibles sommes aux salariés. »

Attendre de M. Roumier une analyse complète des bas salaires des employés de commerce eût été bien étonnant. Il ignore — et c'est bien naturel — que, pour des raisons diverses, l'employé de commerce a été longtemps un salarié non syndiqué et qu'il a longtemps payé et paye encore cette méconnaissance du syndicat.

Depuis juin dernier, la vague de fond ouvrière a entraîné de nombreuses couches de « prolétaires en faux-cols » dans la bataille pour les salaires, les 40 heures, les congés payés et le contrat collectif. Et nombreux sont ceux qui ont acquis une certaine conscience de classe.

Le jeune employé de bureau, c'est encore, même après juin, « l'apprenti » à qui le chef de service ou de bureau doit « apprendre son métier ».

L'apprentissage, en l'occurrence, a « bon dos »: bien souvent, il s'agit d'apprendre à faire chaque jour les mêmes gestes, les mêmes écritures.

⁂

Les compagnies d'assurances, les banques emploient de nombreux jeunes à des travaux de bureau pour lesquels ils ne reçoivent même pas 400 francs par mois.

Le patronat exploiteur argue de la facilité de la tâche, de la non-spécialisation.

Mais, alors, que dire des jeunes sténos-dactylos ? Elles ont dû passer par une école Pigier ou autre, où elles ont étudié la sténographie et la dactylographie: ça c'est un apprentissage qui n'empêche pas messieurs les patrons — petits et gros — de leur donner des appointements de 300 à 350 francs par mois pour 48 bonnes heures de travail.

⁂

De tels salaires — qui laissent à ces jeunes employées le choix entre la dépendance familiale complète ou... la prostitution, ou bien alors la sous-alimentation — ne sont pas particuliers à Paris.

Au Havre, voici quelques exemples de salaires « consentis » par quelques boîtes, au hasard :

A la direction départementale des Assurances sociales, une sténo-dactylo gagne, à 19 ans 480 francs, à 20 ans 600 francs, à 21 ans 725 francs; dans la même administration, un aide-comptable de 22 ans, qui gagnait 325 francs avant juin, en gagne aujourd'hui 400. Toujours dans la même boîte, on rénumère généreusement de 500 francs par mois un jeune employé qui a des responsabilités d'argent!...

Une maison de transit, « A Saint-Germain », n'emploie que des sténos-dactylos connaissant la langue anglaise. Elle prend de jeunes employées de 19 ans à qui elle « lâche » trois billets de cent francs par mois. Pour ce gros salaire, elle garde ses jeunes esclaves de 9 heures à midi et de 14 heures à 19 heures... théoriquement du moins, car parfois l'employée est encore au bureau à 21 heures...

Un dernier exemple : il y a, au Havre, un notaire du nom de Vaillant qui est millionnaire ;lui, au moins, n'est pas cynique : il paie ses employés de bureau — de 21 ans — 250 francs par mois. Avec de tels émoluments princiers, M. Vaillant, notaire, peut avoir, n'est-ce pas, un beau château aux environs de Toulouse ainsi que de belles autres propriétés...

DANS L'ENSEIGNEMENT

Les camarades ex-unitaires doivent prendre position

Tous nos camarades se souviennent de la lutte que, durant plusieurs années, mena, au sein de la C. G. T. U., la Fédération Unitaire de l'Enseignement. Un récent numéro de « La Commune » rappelait que ces copains ne sont, malheureusement jamais arrivés à préciser leurs positions sur des questions essentielles. Cependant il y avait là, un courant, confus, mais nettement dirigé à la fois contre le réformisme de la « vieille maison » et les déviations staliniennes des bureaucrates unitaires. La Fédération de l'Enseignement n'est plus; elle est maintenant intégrée au Syndicat national des instituteurs où pontifie Delmas. Mais *l'Ecole Emancipée* subsiste et, dans un de ses derniers numéros, elle rappelle fort opportunément qu'outre l'augmentation des salaires, que chacun réclame justement, il est d'autres revendications qu'il ne faut point perdre de vue : indemnité de logement à l'institutrice mariée à un instituteur, relèvement du traitement de début, suppression de la 6e classe, suppression du choix en matière d'avancement, titularisation par promotion et reclassement général. D'accord, camarades de l'E. E. mais croyez-vous que le meilleur moyen de faire aboutir ces revendications soit de se refuser en fait à dénoncer ce que Trotsky appelait « la mystique et la mystification du Front Populaire ».

Pour les syndiqués de l'enseignement, la question ne saurait se poser autrement que pour l'ensemble des travailleurs. Ce n'est pas sans raison que dans l'*Ecole Libératrice*, Pouilloux, de la Vienne, rappelle une phrase de Lénine, qui écrivait : « c'est de cette manière, que la bureaucratie syndicale... substitue des revendications partielles réformistes aux buts révolutionnaires généraux du mouvement et enformation des efforts isolés du prolétatrave, d'une manière générale, la transriat en une lutte révolutionnaire unique tendant à la destruction du capitalisme ». Ce n'est pas, non plus, par hasard que le bureaucrate Vivès déclare dans une fielleuse mise en garde, l'intervention de Pouilloux comme inopportune.

Au moment où la C. G. T. et les partis pseudo ouvriers poussent plus que jamais à l'union sacrée, aucune confiance ne doit être accordée aux bonzes réformistes ou staliniens. Il faut lutter à l'intérieur des syndicats contre la duperie que constitue l'indépendance du syndicalisme, en développant les mots d'ordre révolutionnaires. Et, pour cela, camarades de l'E. E., un peu de clarté serait bien nécessaire à moins que vous ne teniez, en définitive, à favoriser l'expérience centriste qui fait actuellement ses preuves en Espagne. Assez de confusion ! Il est temps d'aborder franchement les problèmes qui se posent à l'avant-garde révolutionnaire, à tous ceux qui luttent contre le courant. Sinon, vous vous ferez les complices de ceux que vous voulez combattre et auxquels vous rappelez le programme revendicatif élaboré à l'époque de l'unité.

A bas l'esclavage colonial

ROMPANT avec la politique traditionnelle de la 2e Internationale pro-colonialiste, la 3e Internationale adopta dans ses premiers congrès une attitude théorique et pratique de lutte contre l'impérialisme mondial qui lui valut la haine des capitalistes du monde entier et la sympathie agissante de millions d'opprimés d'Asie et d'Afrique.

C'était le moment où l'ouvrier communiste de France s'opposait à la guerre de rapines du Maroc; c'était le temps où l'ouvrier communiste britannique dénonçait les odieuses manœuvres de l'impérialisme anglais en Palestine, aux Indes, en Mésopotamie et ailleurs; c'était l'époque où les ouvriers communistes français, anglais, japonais et américains souhaitaient que leurs impérialismes respectifs soient chassés des « concessions » que ceux-ci occupaient en Chine...

Aujourd'hui où la 3e Internationale, sur la question coloniale comme sur les autres, tourne le dos à sa politique anti-impérialiste, aujourd'hui où, par sa politique réactionnaire de Front populaire, elle « trompe l'ouvrier des usines de Bombay, le paysan hindou et les millions d'indigènes d'Afrique privés de leurs terres et peinant dans les mines impérialistes pour 10 shillings par mois », la tâche grandiose et impérieuse de suppléer à sa carence nous échoit.

Et c'est pourquoi, sans souci des calomnies staliniennes comme sans peur de la répression impérialiste, nous entreprenons de lutter côte à côte avec les opprimés de l'impérialisme français pour le renversement de leur oppresseur commun. Dans cette lutte à mort, les ouvriers français d'avant-garde seront à nos côtés.

De l'indigénat à la citoyenneté

Le Front Populaire ayant fait des promesses aux populations nord-africaines, le gouvernement a déposé un projet d'accession des indigènes d'Algérie à la citoyenneté (on sait que l'indigène algérien est soumis au code de l'indigénat, véritable code esclavagiste).

Mais, tenez-vous bien, il s'agit d'augmenter le « corps électoral français » d'un dixième, c'est-à-dire de 20.000 électeurs pris parmi l'intelligentzia algérienne! Bon dieu, quelles concessions!...

Eh bien, figurez-vous que ce projet apparaît au curé Lambert, maire d'Oran, et à ses petits copains fascistes, comme mettant en péril la souveraineté française en Algérie ; et ils opposent à ce projet un autre consistant à doter les trois départements algériens de neuf députés indigènes qui représenteraient le collège électoral indigène: la ficelle est un peu plus grosse encore que celle du gouvernement.

Les arabes de l'Afrique du Nord ne veulent ni du premier ni du second projet. Ils comprennent qu'on veut les endormir au moment même où les impérialismes voient partout dans le monde leur domination séculaire chanceler. L'impérialisme français l'a très nettement senti en Syrie, où il a dû récemment y mettre les pouces. Ils savent ce que veulent dire les mots de « collaboration étroite » ou de « vraie fraternité »: les expropriations et les répressions massives ne sont point si lointaines!...

Ce que veut la nation algérienne, c'est son indépendance totale. Et elle l'aura. Et la revendication de « la constituante algérienne » gagne du terrain. Demain, elle acquerra une force invincible qui balayera tout.

Fascistes et Social-Impérialistes

Un certain docteur Letaix a fait au congrès du parti social-français (La Rocque) une violente intervention « contre l'immigration algérienne» en raison de « l'excellent appui qu'ils peuvent apporter aux révolutionnaires de la métropole ».

Nul doute que cette exigence, qui a fait l'objet d'une résolution du congrès croix de feu, se traduira un jour ou l'autre dans les circulaires de M. Moutet à ses préfets.

Et messieurs les néo-social-impérialistes que sont devenus les députés staliniens n'y feront pas davantage opposition que pendant la discussion du budget des colonies. Un quelconque Lozeray montera à la tribune pour verser quelques larmes de crocodile, et la farce sera jouée.

Nous disons « farce », et il paraît que ce mot est faible comparé à celui qu'emploient certains camarades algériens membres de l'Etoile Nord-Africaine.

La position social-impérialiste du parti dit communiste les a découragés et désorientés à tel point qu'un grand nombre envisageraient de poursuivre la bagarre contre l'impérialisme et « pour la libération nationale de l'Algérie » d'une façon autonome.

Mais c'était là une solution de désespoir. Heureusement, nombre de militants déclarent: « Si le parti communiste a fait faillite, le communisme, lui, ne l'a pas fait. »

Bravo, camarades nord-africains ! C'est parfaitement raisonné.

Quand un Arabe vient en France

La lettre qu'on va lire nous a été adressée avec de nombreuses précautions par un jeune algérien venu récemment en France pour améliorer son sort (qu'il croyait!) et celui de sa famille. Son voyage en France date de deux mois à peine. Nous ne ferons pas à notre lecteur l'injure de croire qu'il pouvait en être autrement de la part de l'impérialisme français, même lorsqu'il confie sa direction à un « socialiste » comme Moutet.

Camarades de *la Commune*,

Je suis arrivé en France, après avoir subi des tracasseries innombrables et des brimades sans fin, au début de novembre 1936.

Le climat humide a eu vite raison de ma santé et c'est pour cela que je suis depuis décembre à l'hôpital de Bobigny, car vous ignorez peut-être que ceux qu'on appelle les « sidis » n'ont pas le droit d'aller dans les hôpitaux de l'Assistance publique, mais sont parqués comme des pestiférés à Bobigny. Malgré des réclamations nombreuses des parents des malades nord-africains, auxquels le frais de transport et les pertes de temps pèsent, il n'a jamais été fait droit à ces réclamations.

On me dira que l'installation est belle, et je répondrai que c'est vrai, mais que ce n'est pas en question. En réalité, on nous empêche d'être transportés dans d'autres hôpitaux parce qu'on veut nous maintenir dans une ignorance et un isolement savamment entretenus!

Il en est d'ailleurs ainsi dans la vie journalière du Nord-Africain résidant en France. Vous savez sans doute que nous sommes espionnés par ceux qu'on appelle « les mouchards de la rue Leconte », sorte de police spéciale dont le rôle est de nous « dresser ». Il n'est pas rare qu'un Nord-Africain attende parfois une demi-journée pour avoir sa carte.

Ces tracasseries commencent généralement en Algérie même au cours des démarches à faire pour obtenir le permis de départ en France.

Ah ! l'administration de la France démocratique sait profiter de l'indigène qui veut aller en France pour améliorer son sort (?); le caid prélève 20 fr., le médecin 20 fr., la compagnie de transport 125 fr.; l'extrait de casier judiciaire vous allège de 20 fr. et la vaccination avant l'embarquement vous coûte 12 fr. Et malgré tous ces droits acquittés, tous ces papiers obtenus, on ne vous délivre pas votre permis, il vous reste des impôts à payer (vous ou votre famille). On vous le fait bien sentir que vous êtes un ressortissant du code de l'indigénat.

Et cela s'accentue encore lorsqu'on arrive en France. Nous sommes traités en citoyens de deuxième zone; l'allocation de chômage nous est mesurée au compte-goutte: le chômeur nord-africain touche 11 fr. par jour, qu'il ait ou non des gosses!... Les caisses de compensation ignorent l'existence même de l'Algérie. Quant à nos impôts, ils sont proportionnellement plus élevés que ceux des citoyens français.

Je pourrais encore écrire des pages et des pages sur le même sujet. C'est *inépuisable*.

Faites connaître ces faits à vos lecteurs, afin qu'ils connaissent mieux les méfaits et les crimes de l'impérialisme.

Veuillez, etc...

La comédie des commissions d'enquête

Il faut pouvoir dire que le programme du Front Populaire a été appliqué. Or, au point de vue colonial, celui-ci avait promis que des commissions parlementaires iraient enquêter sur la situation des populations colonisées.

Vous vous demandez ce qu'en un ou deux mois une commission peut savoir de la vie de l'indigène? D'autant plus qu'au Maroc et en Indochine, par exemple, les Peyrouton, les Pagès et les Robins ont radicalement empêché la constitution de Comités d'action pour formuler les revendications principales des peuples marocain et indochinois, et ont même distribué quelques dizaines d'années de prison aux indigènes assez naïfs pour croire à la démocratie française.

Cette répression ne date pas d'il y a six mois; elle est fraîche de deux mois, au contraire.

Les commissions de parlementaires baladeurs vont arriver là-dessus. Réceptions enthousiastes. Brigade des applaudissements. Discours. Apaisements. Promesses. Re-discours. Re-promesses (ça coûte si peu).

Lorsque M. Lozeray et M. Nouelle, respectivement communiste et socialiste, reviendront de l'A.O.F. et quand les autres reviendront d'Indochine, du Maroc ou de Madagascar, rien ne sera changé. La commission des colonies manœuvrera quelques soupapes de sûreté et tout retombera dans les cartons parlementaires.

Fac-similé d'un bulletin d'adhésion du parti stalinien

Ils ont pris le drapeau des exploiteurs,

ils ont trahi le camp des exploités.

Chômeur, écoute

VOILA huit mois, camarade chômeur, que le Front populaire s'est présenté à tes suffrages en te promettant un plan de grands travaux.

Combien de temps lui faudra-t-il encore pour qu'il tienne ses promesses? Oh! sans doute, il y a des grands travaux si l'on tient pour tels la construction de la ligne Maginot; il y a aussi l'Exposition de 1937. Mais tout cela est antérieur à l'avènement du Front populaire!

C'est pourquoi le Parti Communiste Internationaliste te dit: « Forme ton comité de quartier, élis tes délégués au bulletin secret et constitue des commissions de recherches pour tous les travaux d'utilité publique, qu'il s'agisse de rues à aménager, de conduites d'eau, de gaz ou d'électricité à installer, du tout à l'égoût à vulgariser, des passages à niveau à supprimer, de ponts à élargir, de logements insalubres à détruire ou de grandes bâtisses à construire. Puis établis la liste des travaux à réaliser dans ton coin et demande qu'une délégation porte cette liste à la mairie et au ministère du Travail. Si ça ne suffit pas, convoque des réunions de rue ou de quartier pour démontrer à la population que ce ne sont pas les travaux qui manquent. Et si messieurs les capitalistes ou leurs valets t'objectent qu'il faut de l'argent, alors réponds leur qu'avec les milliards affectés aux budgets de guerre, on peut financer de grands travaux.

Il n'y a pas d'autre solution pour toi, camarade chômeur, de rentrer dans la production.

Ou plutôt, avec les autres solutions, c'est la mort qui te guette!

Que fait-on pour les jeunes chômeurs ?

Rien, absolument rien n'a été fait pour les jeunes chômeurs. Si. Le Front Populaire a augmenté les primes d'engagement et de rengagement. Comment! les jeunes n'ont pas de débouchés? Et « l'Armée Républicaine »? Au lieu de deux ans, tu en fais trois et une belle prime à la clef et, avec ça, logé, nourri, blanchi et tous les avantages du métier. Patiente encore un peu et tu auras le droit de pillage.

Voilà ce qu'on fait pour les jeunes, on essaye de les embrigader, on veut en faire des mercenaires, on veut les dresser contre leur classe.

Jeune chômeur que la misère pousse à bout, fais attention, tâche de voir clair, et réfléchis. Evite les pièges que la bourgeoisie, ton ennemie héréditaire, te tend. C'est *exprès* qu'on te laisse dans la misère, par là on cherche à te briser, à briser ta volonté de lutte contre les affameurs. On cherche à faire dévier ta haine contre le capitalisme en haine contre les vieux travailleurs; on te dit: « Il faut secouer le cocotier pour faire dégringoler les vieilles noix». Attention, camarade, ne marche pas; notre ennemi voudrait profiter de nos luttes. Soyons unis pour l'abattre.

Jeune chômeur, souviens-toi de ce que les partis du Front Populaire t'ont promis et regarde ce qu'ils ont fait. Ils ont augmenté les salaires des flics, des gardes mobiles, des officiers. Ils ont voté des milliards pour la prochaine boucherie. Ils laissent les deux ans. Ils ont fait la dévaluation. Et pour toi?... *Rien.*

Pour obtenir une indemnité qui te permette de vivre, et non de végéter.

Pour renverser un régime dans lequel tu étouffe.

Viens lutter avec nous.

Adhère aux Jeunesses Communistes Internationalistes.

A Argenteuil

Les partis pseudo-ouvriers qui constituent le Front Populaire vous avaient promis de meilleures conditions de vie. Voilà des années qu'on vous fait des promesses, toujours les mêmes, qui ne sont jamais tenues. Tolérerez-vous longtemps les bavardages électoraux de ceux qui cherchent seulement à décrocher des sièges au Parlement et dans les mairies? Il est toujours facile de promettre et nous pourrions le faire nous-mêmes. Si nous nous y refusons, c'est que nous savons que le seul moyen pour vous d'obtenir la reconnaissance de vos droits, c'est de ne compter que sur votre propre action. On ne demande pas le pain, on le prend!

C'est seulement en vous organisant, en formant une force avec laquelle il faut compter que vous arriverez à faire triompher vos légitimes revendications. Les travailleurs n'ont jamais obtenu que ce qu'ils ont su arracher par leur lutte quotidienne. Ceux qui sont à la tête de vos comités vous ont beaucoup promis; sachez leur imposer qu'ils respectent leurs engagements.

Le 24 décembre dernier, le camarade David ne réclamait-il pas très haut l'occupation des mairies pour protester contre la carence du gouvernement de Front Populaire? Tous les copains présents, y compris les camarades femmes, se déclarèrent d'accord avec ce mot d'ordre et une réunion fut décidée. Quand aura-t-elle lieu ? Nous voulons l'espérer prochaine et nous demandons à tous les chômeurs d'y assister. On nous a promis la parole et un de nos camarades viendra y exposer notre position. Tous les copains exigeront à cette réunion l'occupation de la mairie, non pas pour y saccager quoi que ce soit, mais parce que la mairie est leur maison à eux et ils se sefuseront à l'évacuer avant d'avoir obtenu satisfaction.

Demi-salaire pour chaque chômeur, homme, femme, jeune, Français, colonial ou immigré.

Salaire entier pour le chef de famille dont la femme ne peut travailler, indemnité égale à celle fournie par la caisse de compensation pour chaque enfant à charge.

Pour tous les chômeurs de plus de 50 ans, une retraite sur les bases suivantes: 7.500 francs pour un homme, 5.000 francs pour une femme, 12.500 francs pour un ménage.

Prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans, application stricte de la loi des 40 heures dans toutes les industries et abaissement du temps de travail si cela est nécessaire pour permettre à tous les jeunes de rentrer dans la production.

Pour le triomphe de ces revendications, en avant!

Le chômage dans le 19e

Un prolo, chômeur depuis de longs mois, est venu nous mettre au courant de l'inqualifiable attitude d'un certain Lombard, secrétaire du comité, à l'égard des copains chômeurs qui ont le tort de n'être pas contents de leur sort.

Le moindre mécontent qui a le courage d'aborder la tribune est qualifié de « trotskyste-fasciste » par le susnommé. Cet ahurissant personnage conseille auz chômeurs de ne pas sortir dans la rue, car il fait froid.

Un camarade, qui préconisait du haut de la tribune une démonstration à la mairie allant jusqu'à l'occupation de cette dernière, fut bien entendu qualifié de provocateur. Au vote, 17 mains se levèrent pour défendre une résolution sur le principe de cette occupation.

Bravo! les dix-sept courageux camarades.

Le Père Noël communiste

Cette année, les « Noëls des emprisonnés » ont été remplacés par des arbres de Noël et des distributions de jouets... par les soins des cellules ou des rayons du parti stalinien.

Ce fut touchant. Venait qui voulait. Bonne propagande. Rue de Navarin, il y avait deux belles caisses marquées «Amsterdam» remplies de jouets pimpants.

Avant la distribution, laïus sentimental du responsable de la fête. Il parle, il parle. Tout à coup, emporté par les flots d'éloquence:

« Et puis, dit-il, il n'y aura pas de jaloux. Tout le monde aura le même jouet, un beau jouet. Le père Noël, mes petits enfants, est communiste! »

Certifié vrai et conforme. Sans commentaires.

Un congrès pour rien

Le Congrès de l'Union des comités de chômeurs était une formalité nécessaire. Depuis que, l'an dernier, le Congrès entérina la pratique des quêtes, le niveau des réunions de comités de chômeurs n'a cessé de baisser: on y parle « paquets de tabac », pantoufles, et autres objets d'utilité courante, pendant ce temps-là on ne parle point de lutte corporative, de lutte contre le régime.

Le dernier congrès était placé d'ailleurs sous le signe de l'apolitisme: la seule politique possible est celle du Front Populaire, c'est tout. S'il se fut trouvé un « citoyen » pour proposer des marches de la faim ou suggérer une manifestation même pacifique devant la Chambre, il se serait fait traiter de trotskyste, de fasciste, etc.

Evidemment, « si le gouvernement changeait, on verrait ». Mais, pour le moment, confiance au Front Populaire. Voilà à quel degré on a rédiut, abaissé la conscience des chômeurs!

Encore un domaine où les coups du Front Populaire font le lit du fascisme!

CHRONIQUE PAYSANNE

Au fond de l'impasse ?

Depuis plus d'une année, nous nous efforçons de dégager ici les grandes lignes d'une politique paysanne progressive, susceptible par conséquent d'être comprise des travailleurs de la terre, de permettre leur regroupement et leur action revendicative aux côtés du prolétariat révolutionnaire, et capable à cette condition d'apporter une amélioration réelle au sert des exploités de la glèbe sans les endormir à l'ombre trompeuse et stupéfiante du réformisme. Depuis plus d'une année, nous n'avons cessé de mettre les prolétaires agricoles et les paysans pauvres en garde contre la duperie du « Front Populaire » et de ses dirigeants, et de leur rappeler que, sur la route où ils s'engagent, la première étape ne peut qu'être le renversement violent du régime capitaliste, la prise du pouvoir par les ouvriers et les paysans pauvres...

Plus précisément, car il ne sert de rien de rester dans les généralités, nous avons comme méthode d'action préconisé la constitution dans chaque village de Conseils paysans — *(parallèlement aux Conseils d'usine et en liaison avec eux). Les premiers, nous avons lancé l'idée des « Etats généraux de la Paysannerie laborieuse » et critiqué sans aménité ceux qui s'emparaient de cette formule vivante pour en faire un monstre caricatural et mort-né.*

Dans le même ordre d'idées, notre « programme revendicatif » s'est opposé aux promesses et aux réformes bourgeoises du Front Populaire; aux ouvriers agricoles nous n'avons pas craint de crier que le syndicat n'est pas un but, mais un moyen et que le syndicalisme entre les mains des Jouhaux et des Parsal est plus souvent une camisole de force qu'un instrument de libération; aux paysans travailleurs, nous avons dénoncé le mensonge de « l'unité syndicale paysanne » que ne veulent réaliser ni les Renaud Jean ni les Waldeck Rochet, et l'abominable traquenard que le « Front des Français » ouvre sous leurs pas.

Et pour tout cela, les critiques ne nous ont pas été ménagées de la part de militants plus ou moins paysans, dont les plus sincères sont plus riches d'illusions que d'informations exactes.

Dressons le bilan.

⁂

Les Etats généraux, savamment torpillés par les plats valets du stalinisme avant, pendant et depuis leur convocation achèvent d'agoniser misérablement. Calvayrac, qui en fut le seul animateur sincère, peut constater aujourd'hui que l'ardeur militante ne saurait remplacer une politique paysanne juste. Ce sont malheureusement les paysans travailleurs qui font les frais de cette malheureuse expérience.

L'unité paysanne syndicale est semblable à un ballon de foot-ball que deux équipes adverses se renvoient et cherchent à s'emparer. La C.G.P.T. stalinienne tient son congrès le 9 janvier à Montluçon et la C.N.P. convoque le sien pour le 16 à Clermont-Ferrand. L'équipe Renaud Jean marque un but.

Les revendications du prolétariat agricole sont dispensées au compte-gouttes et battues en brèche par l'organisation agrarienne contre laquelle les ouvriers ne sont ni groupés, ni armés, ni en état de lutte générale et organisée.

Quant aux réalisations du Front Populaire sur le terrain paysan, le stalinien W. Rochet, aidé de Renaud Jean, en a dressé tendancieusement un tableau favorable que nous analyserons en détail la semaine prochaine, mais dont il résulte nettement que si tout a été mis en œuvre pour consolider les situations acquises par la bourgeoisie grande et moyenne à la campagne, rien n'a été fait en faveur des parias de la glèbe.

...Et que rien ne sera fait tant que ces derniers resteront à patauger politiquement comme ils viennent de le faire en 1936.

La politique paysanne du P.C.I. a été critiquée, mais elle constitue la seule issue pour les travailleurs de la terre aujourd'hui engagés dans l'impasse.

Le programme agraire du P.C.I. élaboré et diffusé tenacement avec les seuls moyens réduits dont peut disposer un parti naissant, a groupé cependant quelques militants, quelques animateurs, quelques cadres.

Il faut aujourd'hui voir plus grand et plus loin et, en 1937, le porter directement et contradictoirement, dans les villages.

LETTRES DU VILLAGE

SEINE-ET-OISE

Comment sont exploités les jeunes agricoles

M. X..., fermier à Oinville-Saint-Liphar, n'a pas la réputation d'être tendre avec ses ouvriers adultes, moins encore avec les jeunes...

En dépit des contrats collectifs et de la fameuse « extension à l'agriculture des lois sociales du Front Populaire », un de ses jeunes charretiers — dix-sept ans ! — est encore obligé de coucher à l'écurie. Quant à la nourriture, insuffisante et de mauvaise qualité.

Or ce jeune travailleur a eu... l'imprudence de manifester son mécontentement et le renvoi ne s'est pas fait attendre.

Notre jeune camarede a eu raison de protester, mais qu'il ne demeure pas isolé. Rassemblement, tous les jeunes travailleurs, autour du P.C.I. et de « La Commune des jeunes ».

HERAULT

Un châtelain de combat...

M. Laurens, châtelain de Caudillargues, exploite des ouvriers au vignoble et piétine systématiquement le contrat collectif.

Mais ce sont tous les agrariens de la région qui agissent de même. Les agricoles exigeaient l'application dès le 1er janvier de la loi sur les allocations familiales dans le département et la Chambre d'Agriculture en retarde l'application sous prétexte que les exploitations viticoles sont en déficit. Dans cette « démocratique » assemblée paysanne siègent des fascistes notoires, ennemis des ouvriers. N'est-ce pas, MM. Pommier, Layrargues, Vitou !...

Le Syndicat a assigné M. Laurens en justice de paix. Le bon billet !

Exploités du vignoble, petits vignerons et ouvriers, constituez votre Conseil paysan face à la chouannerie des Chambres d'agriculture.

LA LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE

L'État et le Patronat volent aux travailleurs plusieurs milliards par jour

Le « Comité National de surveillance des prix », super-organisme créé par le Gouvernement du Front Populaire pour donner à l'ensemble des travailleurs une ombre de satisfaction et une apparence de garantie contre les hausses du coût de la vie consécutives à l'offensive patronale, continue à se bien porter. Rien ne fait prévoir que le cours de son existence paisible — qui se manifeste de loin en loin par un discret communiqué à la presse — puisse être un jour troublé.

On peut même se demander si ledit Comité est autre chose qu'une illusion entretenue dans le public par un rédacteur anonyme de la Préfecture de la Seine. Toujours est-il que la campagne persévérante menée dans ce journal depuis trois mois se trouve aujourd'hui surabondamment vérifiée par les faits.

Déjà sous le ministère Laval (Hou!... Hou!...) deux ministres d'Etat ayant nom Tardieu et Herriot furent personnellement chargés de juguler la vie chère... aux appointements respectifs de 75.000 francs! Il en résulte que tous les préfets, tous les commissaires de police durent fournir maints rapports et répondre à maints formulaires, lesquels furent dûment centralisés, annotés, compilés en un rapport général que l'Officiel publia... Pendant ce temps le coût de la vie continuait son ascension.

Présentement, sous le Gouvernement du Front Populaire, le Comité National — si tant est qu'il existe! — contemple périodiquement son nombril, mais des milliers de ménagères sont quotidiennement aux prises avec cette très réelle difficulté qui consiste à acheter pour la maisonnée des marchandises plus chères avec un porte-monnaie plus flasque.

Hausse de 17 % sur le chauffage, de 15 % sur les articles d'habillement, de 27 % sur l'ensemble des prix de gros et de 18 % sur les prix de détail... Hausse de 18 % sur les denrées alimentaires, de 23 % sur les boissons et de 37 % sur le pain, le tout depuis six mois, voilà la réalité. On se fout carrément du public. Travailleurs, chômeurs, ménagères, allez-vous tolérer cela?

⁂

Ou, au contraire, passer vous-même à la contre-offensive? Organiser vous-même votre lutte contre la vie chère?

Pour mener cette action, qui n'est autre chose que la défense immédiate de votre porte-monnaie, il faut connaître les causes immédiates et profondes de la vie plus chère. Nous nous sommes attachés ici à les dénoncer. Nous avons dit: L'Etat est le premier facteur de la vie chère avec ses taxes et ses impôts de consommation; le grand patronat qui veut réduire les salaires de ceux qu'il exploite et majorer le prix de ses marchandises est le second; l'organisation capitaliste du marché, le maquis des Halles Centrales et le pullulement des intermédiaires le troisième et, à coup sûr, celui dont l'importance spécifique est la moins grande.

Aux arguments fournis précédemment, nous pouvons aujourd'hui apporter quelques informations nouvelles.

Vincent Auriol a supprimé la taxe de 2 % sur le chiffre d'affaires pour les denrées périssables et de première nécessité, mais la viande de boucherie était exemptée de cet impôt, remplacé par une taxe dite d'abatage, qui n'est nullement touchée dans la réforme fiscale parce qu'elle rapporte annuellement plus de 400 millions à l'Etat. La démocratie du Front Populaire est ainsi faite que le pot-au-feu familial continuera à payer un lourd tribut — 4 à 5 % de la valeur de la production! — tandis que la langouste et le perdreau des restaurants de luxe seront complètement exonérés... D'autre part, les sous-produits de la viande seront frappés, au moment de leur transformation industrielle, de l'impôt de 6 % qui est substitué au « chiffre d'affaires »; or, la taxe d'abatage étant perçue sur le poids vif de l'animal, on en conclut que les sous-produits en question seront astreints à une double imposition. La suppression de la taxe d'abatage est une mesure qui intéresse et les consommateurs, et les petits paysans producteurs directs.

Un coup d'œil sur l'organisation du marché d'approvisionnement en régime capitaliste: des poireaux *achetés* 0,50 *la botte à Arpajon, sont vendus à Paris — à* 20 km. *de distance! —* 2 *fr. Des* choux de Bruxelles *achetés* 1,20 *le* kilo *sont revendus* 2 *fr. Des épinards achetés* 0,60 *sont revendus* 2 *fr. et l'oseille passe de* 0,60 *au producteur à* 3 *fr. chez le consommateur. Le reste à l'avenant.*

Les ouvriers de Maggi se sont mis en grève hier après-midi. Excellente occasion pour rappeler succintement que les mercantis du lait — *Maggi, Hauser, Fermiers Réunis — sont constitués en un véritable cartel qui râfle le lait à vil prix au paysan et impose ses cours au consommateur parce qu'il est maître du marché. Tant à la production qu'à la répartition, le cartel du lait contrôle annuellement la plus grande partie des* 145 *millions d'hectolitres qui constituent la production annuelle et vole aux paysans plus de* 9 *milliards... Quelle plus-value prélève-t-il en outre sur les consommateurs et sur son personnel?...*

⁂

Comment lutter?

En premier lieu, ne perdons pas de vue que la lutte contre la vie chère ne sera valable que si elle s'inscrit dans l'action générale que les ouvriers et les paysans ont à mener pour le renversement violent du régime capitaliste.

Parmi les épisodes quotidiens de cette action révolutionnaire, il est évident que la lutte généralisée pour l'augmentation des salaires, la liaison des conseils d'usine et des conseils paysans et la réalisation du contrôle ouvrier et paysan dans les firmes capitalistes sont des éléments décisifs de la lutte contre la vie chère.

Par ailleurs, il est certain que l'organisation de liaisons directes entre paysans et comités de ménagères permettront l'établissement par les travailleurs eux-mêmes, de « prix-témoins » qui faciliteraient grandement les démonstrations de rue qu'il faudra faire sur les marchés et devant les succursales de ceux qui nous affament.

Ce qui signifie en dernière analyse que l'action pour la baisse du coût de la vie et l'action pour l'augmentation des salaires doivent être conjuguées étroitement, et que l'organisation du prolétariat dans l'usine, du paysan dans son village doit être immédiatement doublée d'une organisation des consommateurs dans leur quartier ou groupe de maisons.

Qui va prendre l'initiative de constituer à Paris le premier « Comité de lutte contre la vie chère »? Il n'y a que le premier pas qui coûte, et une action conséquente et soutenue aurait pour résultat immédiat une économie de plusieurs milliards de francs dans le budget annuel des travailleurs.

Les rentes des travailleurs

Un beau toubib dans l'Yonne

Oui, un beau toubib, c'est Sarrazin, qui est le préposé aux ouvriers de la voie d'un petit patelin de l'Yonne!

L'autre jour, un cheminot auxiliaire, employé au déchargement des rails, se fait couper un doigt en effectuant ce boulot dangereux. De suite, le chef de la brigade le mène chez Sarrazin pour lui faire faire une piqûre antitétanique et le faire panser.

Prétention jugée exhorbitante par le toubib qui ne veut pas recevoir les deux hommes! Le brigadier proteste. Le médecin lui répond qu'il se fiche pas mal du blessé et, qu'au surplus, il connaît la mentalité des ouvriers; puis le toubib sort, abandonnant le blessé qui continue à perdre son sang en abondance... Pas mal, n'est-ce pas!...

Voilà le toubib qu'on impose d'office aux ouvriers du P.L.M.

Est-ce que nous allons le laisser faire ainsi ?

Ou bien va-t-on rendre le scandale public et protester jusqu'au déplacement de cet inhumain toubib ?

LES JEUNES.

Sous le régime de Front Populaire on saisit les journaux ouvriers !...

Le premier numéro de *La Commune des Jeunes* poursuivi.

Parlez à n'importe quel socialiste ou communiste,

Ouvrez n'importe quelle brochure ou feuille programmatiques du mouvement ouvrier,

Vous apprendrez au moins ceci :

Que l'armée doit appartenir au peuple et fonctionner sous son contrôle,

Qu'il faut préparer la révolution et pour cela gagner à sa cause tous les travailleurs civils ou militaires.

Mais s'il vous plaît, restez-en à ces souhaits.

Si vous vous mêlez d'expliquer aux soldats qu'ils doivent militer comme leurs camarades des usines et des champs pour préparer l'avènement du régime socialiste,

Si vous leur rappelez qu'ils sont sous l'uniforme des instruments dociles de répression entre les mains de la bourgeoisie,

Si vous expliquez à un bleu qu'une mitrailleuse entre ses mains peut être plus utile pour déposséder la bourgeoisie que des paroles même incendiaires; qu'elle n'hésitera pas à se servir de lui et de ses camarades de caserne pour réprimer tout mouvement ouvrier révolutionnaire; qu'elle lui commandera le feu contre ses camarades de misère,

Vous trouverez alors dressés contre vous toute la racaille stalinienne qui hurlera à la provocation; comme toute la bande de tartuffes sociaux-démocrates qui vous expliquera que vous n'avez pas la « manière » pour parler aux masses.

En un mot, si vous mettez en application ce que tous les parasites du mouvement ouvrier approuvent dans leurs résolutions de congrès comme dans leurs programmes électoraux (pour que cela reste lettre morte), monsieur Blum fera saisir votre journal comme il vient de faire saisir *La Commune des Jeunes*, organe des Jeunesses Communistes Internationalistes.

Monsieur Blum vous fera poursuivre comme nous pour provocation de militaires à la désobéissance (?).

Que monsieur Blum continue à défendre un régime qui lui vaut une si belle carrière de politicien. Les travailleurs comprendront ce qu'ils ont à attendre et du Front Populaire et de ses dirigeants qui ne savent que poursuivre les militants révolutionnaires.

Malgré cette menace, la Jeunesse Communiste Internationaliste continuera la tâche qu'elle s'est fixée : Préparer l'émancipation des jeunes travailleurs *à la caserne* comme *à l'usine*.

Réponse à « La Jeune Garde »

Dans son dernier numéro, *la Jeune Garde* s'indigne d'avoir retrouvé dans *la Commune des Jeunes* des lettres de soldats qui lui « appartiennent ».

Nous n'avons jamais prétendu que toutes les lettres que nous avons publiées étaient « les nôtres », pour la raison très simple que nous ne les considérons pas comme un objet de propriété privée. Une lettre de soldat appartient à la classe ouvrière tout entière au même titre qu'une grève dans une usine ou une révolte d'exploités. Et quel jeune socialiste pourrait regretter que soit donnée aux plaintes des encasernés la plus large publicité ;

Les lettres que nous avons publiées ont été choisies dans *toute la presse ouvrière* et dans notre correspondance propre, non pas pour faire nombre, mais parce que ce sont celles qui nous ont semblé exprimer le mieux la misère dans les casernes.

La Jeune Garde nous reproche également d'être une organisation inexistante et trouve le premier numéro de notre journal « luxueux ». Et payé par la Gestapo, sans doute, n'est-ce pas, camarades? Nous ne voulons pas, quant à nous, user de tels procédés de polémique.

Une organisation existe dans la mesure où elle a un programme et où elle agit. Nous n'avons jamais caché que notre organisation était numériquement faible. Qui oserait encore soutenir que, seules, les grandes organisations mènent le prolétariat à la victoire, après les défaites d'Autriche et d'Allemagne?

Et nous nous tenons à la disposition des camarades de l'Entente des J.S. de la Seine pour leur démontrer qu'un journal bien fait ne coûte pas plus cher mais demande seulement plus d'efforts qu'un journal moins bien fait et que *la Commune des Jeunes* coûte moins cher que *la Jeune Garde*.

Cette attaque à propos d'extraits de lettres — et non des lettres entières — que nous avons publiés dispenserait-elle *la Jeune Garde* de s'expliquer sur des problèmes politiques plus importants? De s'expliquer, par exemple, sur le silence qu'elle garde au sujet de la lutte courageuse des Pionniers Rouges contre le réformisme et le chauvinisme?

De s'expliquer sur les louanges qu'elle décerne dans son dernier numéro (page 5) aux « ainés », ces mêmes ainés qui trahirent si bien en 1914?

Nous attaquer dispense sans doute *la Jeune Garde* de choisir entre le « grand camarade Blum » qui poursuit les antimilitaristes et envoie les flics contre les grévistes et la classe ouvrière elle-même.

L'organe de l'Entente de la Seine tient, dit-il, à notre disposition des lettres de soldats plus récentes que celles que nous avons utilisées. Pour notre part, nous concevons plus sérieusement le travail antimilitariste et nous ne tenons les lettres que nous recevons des encasernés à la disposition de personne.

La Jeune Garde proteste contre la saisie de notre journal. Très bien ! Mais pourquoi ne pas faire un pas de plus et ne pas envisager avec notre organisation — si faible soit-elle — la lutte en commun contre le capitalisme et contre les traîtres à la classe ouvrière?

Nous ne pouvons, faute de place, passer toute la correspondance et les articles qui nous ont été remis par les Jeunes: « Dans le Livre », « Les Jeunes cheminots », « A Toulon », « Les Jeunes dans les P.T.T. », etc. Ces articles seront insérés dans le prochain numéro de *la Commune*.

SOUS LA BOTTE DE HITLER

Deux faces de la même Allemagne

Une jeune fille communiste

Une jeune camarade, membre d'une organisation stalinienne d'une des grandes villes allemandes, qui a réussi à visiter Paris pour y recueillir des renseignements utiles, nous a exprimé ses idées concernant l'appel du C.C. de ce qui prétend être le parti « communiste » allemand et dont nous citerons, auparavant, les passages essentiels.

Les 3.000 millionnaires, l'ancien réactionnaire Schacht à leur tête, qui a signé en 1924 le plan tributaire Dawes, ont fait aboutir sans merci leurs privilèges.

Les 3.000 millionnaires ont acculé l'Allemagne à la défaite, une nouvelle fois.

Les 3.000 millionnaires ont intérêt à une nouvelle guerre, parce qu'ils gagnent des milliards en armant.

Les 3.000 millionnaires maintiendront bas les salaires, car ils pourront ainsi demeurer d'autant mieux en haut et y faire leurs profits.

Les 3.000 millionnaires utilisent une couche du peuple contre l'autre, car leur profit est d'autant plus grand.

Tout cela doit-il être, peuple allemand? Nous pourrons changer tout cela, nous tous ensemble. Quelle grande puissance sont les millions du peuple contre la mince couche des 3.000 millionnaires :

Réconcilions-nous tous, afin que la volonté du peuple soit la loi suprême et non pas l'égoïsme de 3.000 millionnaires.

Toi, national-socialiste, toi, social-démocrate, toi, catholique, toi, communiste, toi, ouvrier, toi, paysan, toi, artisan, toi, savant — n'avons-nous pas tous, fils du peuple allemand, le même désir de vivre dans la paix, la joie, le bien-être ? N'avons-nous pas tous, aujourd'hui, les mêmes doléances?

Concluons une camaraderie fidèle pour la défense de nos intérêts vitaux et pour la défense de l'Allemagne contre la couche supérieure accapareuse des 3.000 millionnaires.

⁂

Après avoir lu cet appel, la camarade nous dit : Si je ne l'avais pas lu, moi-même, imprimé sur un papier signé C.C. du P.C.A., je n'aurais jamais cru que c'était autre chose qu'une rigolade nazie. Mais puisque cela a été publié dans la *Deutsche Volkszeitung* (n° 31, 18-10-36), organe officiel de ce qu'on appelle « Front populaire » allemand, et comme c'est signé, je ne peux pas douter. Et pourtant, cet appel ne se distingue pas de centaines d'appels lancés par les nazis, toutefois avec une différence : ceux-ci n'ont jamais prétendu être des marxistes. Nous autres, même les jeunes, même dans les terribles conditions de l'Allemagne hitlérienne, nous savons que « nos doléances », comme disent ces drôles de « communistes », ne sont causées ni par la mauvaise volonté des « millionnaires » — pourquoi d'ailleurs ce chiffre exact de 3.000 ? — ni par la discorde entre savants, ouvriers, paysans, artisans et catholiques; si l'on croit ces « communistes » qui singent les nazis, on n'aurait qu'à arranger une réconciliation générale pour créer le paradis, le bien-être et la joie. Quelle trahison ! Et quelle stupidité en même temps. Les nazis crient à tue-tête que les *classes* sociales ont été inventées par les juifs pour désintégrer « le peuple ». Les prétendus communistes répètent la même ineptie démagogique, ils remplacent seulement les juifs par les 3.000 millionnaires et ils semblent imaginer que ce truc pitoyable peut avoir un succès. Quelle stupidité et quelle honte. Ce ne serait donc pas le *capitalisme* dont l'existence repose sur l'existence de classes irréconciliables, c'est, d'après ces soi-disant communistes une sorte de malentendu entre « tous » et les 3.000 accapareurs. Et que devient l'Etat de ces « 3.000 »? Le parti nazi, avec lequel nous devrions nous entre-aimer, selon le vœu de l'appel ignoble des types qui l'ont lancé ? Que deviennent Hitler, ses S.A. et S.S.? Nous aurons joie, paix, bien-être, nous promet cet appel des gredins qui figurent le C.C. des « communistes »; mais ils « oublient » malheureusement de nous dire si nous devons chercher la réconciliation de Hitler, de Gœring, des bureaux qui ne nous ont pas empêché d'étudier, dans des conditions affreuses, les éléments du marxisme, tandis que nos « chefs » soi-disant communistes l'ont jeté pour le remplacer par un national-socialisme d'occasion et remis en prime parce qu'inutilisable. Qu'ils nous recommandent dans leur appel, de « revendiquer qu'un juste salaire soit enfin payé », comme « l'a promis le docteur Ley »; combien ils nous ennuient et nous fâchent en s'adressant aux « paysans allemands ! Le programme d'action du parti national-socialiste de 1932 vous promet des prix justes et la destruction de la servitude des intérêts »; qu'ils ajoutent que « nous tous devrions revendiquer la réalisation de ces revendications » — nous, nous autres marxistes, même les jeunes, même ceux qui ont appris les éléments du marxisme sous la terreur hitlérienne, donc clandestinement, insuffisamment, partiellement, nous savons pourtant, qu'on ne « détruit » pas les « intérêts » à payer, puisqu'on doit détruire le capitalisme, et non une partie du fonctionnement bancaire, qu'on ne « réalise » pas des revendications démagogiques des nazis, qu'on raille cette fameuse « destruction », même dans les rangs des nazis, que les marxistes ont prouvé, il y a presque soixante-dix ans, que le « salaire juste » n'existe pas et n'est qu'une phrase creuse; et nous savons, comme tout le monde, que les promesses du docteur Ley ne sont que des tromperies. Mais nous devions apprendre que l'appel du C.C. d'un parti qui ose s'appeler communiste ne souffle mot sur la nécessité de *chasser les nazis, de détruire le système capitaliste, de « réconcilier » les ouvriers pour reconstituer la classe ouvrière* désintégrée par le nazisme et désintégrée davantage par l'appui offert aux nazis par des « communistes » de cette espèce.

Les succès économiques des nazis

Il n'est pas douteux que les classes travailleuses d'Allemagne sont désorientées. D'une part, ce sont les « communistes » qui contribuent abondamment à la désorientation des ouvriers qui est un des fondements du régime nazi. Mais, en examinant les publications des journaux allemands, on remarquera tout de suite quelles difficultés sont à surmonter pour le lecteur moyen allemand afin de parvenir à comprendre ce qui se passe. Car il sait, par exemple, qu'une famine organisée est générale en Allemagne; c'est une situation rappelant la deuxième année de la guerre impérialiste, où la vaste majorité de la population allemande, privée déjà, à un haut degré, de denrées, soumise au régime des cartes, s'adaptant au langage persévérant de l'estomac protestant jour et nuit, mais pas encore tout à fait vide, était nourrie, d'autre part, de communiqués victorieux et qui n'étaient même pas mensongers.

Le *Voelkischer Beobachter*, organe central du parti nazi, publie par exemple dans ses numéros du 29 et 30 décembre 1936 le bilan de l'activité économique du Reich. C'est l'optimisme intégral, c'est la réussite complète, c'est le plan quadriennal accompli. En effet, comparez les chiffres suivants des *sans-travail* et ceux des travailleurs occupés.

En 1.000	Sans-travail	Travailleurs occupés
Janvier 1933	6.014	11.487
— 1934	3.773	13.518
— 1935	2.973	14.409
— 1936	2.520	15.700
Octobre 1935	1.828	16.508
— 1936	1.076	17.785

Comme tableau, c'est joli, impressionnant et peut-être même pas tout à fait truqué. Mais ce qui n'est pas dit, c'est l'essentiel : de quelle manière sont-ils absorbés, les sans-travail de 1933? Quels sont les *salaires* réels (c'est-à-dire en relation au coût de la vie) payés? Quel est le nombre d'ouvriers employés uniquement grâce à la conjoncture due aux *armements*, préparant donc le *carnage*, de ceux qui ont trouvé le travail dont les produits les tueront un jour?

⁂

Oui, il est vrai que la conjoncture actuelle a poussé la production globale de plusieurs branches de l'industrie allemande. Mais quelles sont les proportions de l'*exportation* et de l'importation allemande? Pourquoi ces remous perpétuels à l'intérieur du pays, ces cris hystériques « des colonies! », pourquoi ce manque de calme même dans les sommets du régime si florissant, d'après les assertions par trop répétées des Hitler, Gœring, Gœbbels? Et pourquoi surtout, cette campagne inlassable contre le « bolchevisme » *intérieur ?* Pourquoi, si les ouvriers, les travailleurs en général, étaient contents, ces préparatifs hâtifs d'une aventure guerrière, visibles pour tout le monde et exposés avec obstination à tout le monde? Il ne s'agit pas seulement de chantage, diplomatique et politique. Il s'agit manifestement d'une faiblesse terrible du régime. Et pourtant, en regardant les chiffres caractérisant l'évolution économique, vous n'en apercevrez guère la moindre trace. Tout au contraire; l'Institut d'Etudes conjoncturelles publie, par exemple, des chiffres très impressionnants pour les industries essentielles. Pour l'ensemble de l'industrie, en mettant l'index 33,4 au mois de janvier 1933, on aura, d'après cette statistique incontrôlable, en octobre 1936 : 68,9; le saut est plus brusque pour toute l'industrie des marchandises de production : de 28,5 à 75,7. L'industrie des machines va encore plus loin, de 30,5 à 89,4; la production d'énergie électrique, de houille, même de produits agricoles progresse, selon les statistiques allemandes. Il est même possible, que tout cela soit partiellement vrai.

Et alors? On nous a trop habitués à ce genre de « preuves » du bien-être d'un pays. Les chiffres vertigineux publiés, par exemple, à chaque occasion par les staliniens pour « prouver » l'existence du « socialisme » en U.R.S.S. découlent du même truc méthodique. *Mais ou restent les produits?* Comment sont-ils distribués? Quelle est la participation des *classes* à cette production poussée et montante? *Le rapport des portions attribuées aux différentes classes de la société est-il supportable?* Les *antagonismes* de classes, vont-ils en ligne descendante, comme affirment les maîtres des statistiques, ou y a-t-il, au contraire, une augmentation des conflits de classes, réels et virtuels, mais ébranlant, en tout cas, le « système » dont les « chefs » vantent la solidité et démentent en même temps cette affirmation, par leurs cris hystériques contre les « ennemis de l'intérieur », les « meneurs », les « saboteurs », les « pessimistes », les « bolchévistes », (les « trotskistes »).

C'est *cette* question qui a surtout un intérêt, et il est certain qu'une étude approfondie même des chiffres officiels, mais surtout des phénomènes reflétant l'économie et le rapport des classes aboutirait à des conclusions tout à fait différentes de l'optimisme artificiel des « chefs ».

Diffusons

Comme nous l'avons déjà fait plusieurs fois, nous indiquons ci-dessous l'origine de nos rentrées pour la parution du journal.

Par cet effort, nous parvenons bien juste à publier régulièrement *La Commune*.

De plus, cette semaine, nous ne pouvions pas vendre le numéro spécial sur les jeunes qui a été saisi par la police du Front Populaire.

Nous sommes obligés d'insister encore auprès de tous nos lecteurs, auprès de tous nos sympathisants pour nous aider à combler cette perte, par solidarité ouvrière contre la répression tout en nous adressant leurs critiques et leurs suggestions s'ils ont pu se procurer un exemplaire de ce numéro.

Collectez dans les réunions ouvrières,
Diffusez notre journal,
Envoyez les fonds recueillis par le compte chèque postal:
G. Brausch 177307 Paris.

Phalange. — Poly, 10; Eicha, 20; J.M., 100; Brait, 2; Dubois, 2; Vill., 5; Choisy, 3; Louys, 3; Morga, 5; Joine, 2,50; Rosines, 5; R. Deglise, 10; Cazair, 5; Bair, 10; M. Degnse, 10; Fontla, 10; Ray, 60; Véra, 30; Essem, 100; Marc, 100; Tourte, 15; Gav., 10. *Total:* 517,50.

Vente criée. — 19e, 37; Vitry, 26,50; Yonne, 15; 14e, 77; Argenteuil, 18,50; Cail., 15; Clichy, 27; Doubs, 45. *Total:* 287,15.

Souscription. — Liste 613, 82; n° 598, 76; 1 cam., 1,50; Fontla, 115; div., 0,70; Mirebeau, 40; Bair, 5; Ray, 125; divers, 0,95; liste n° 620, 71; 609, 36; 641, 85; Ray, 100; n° 635, 44; 625, 20; 647, 80; n° 661, 67,50; 638, 111; 645, 41,50. *Total:* 1.102,15.

NOTRE ENQUÊTE :

L'U.R.S.S est-elle encore un État Prolétarien ?

Nous publions cette semaine une lettre reçue d'un camarade concernant notre enquête : « L'U.R.S.S. est-elle encore un Etat prolétarien? » Le manque de place nous contraint de remettre au prochain numéro la publication d'une étude du camarade A. Lafond en réponse à cette enquête.

Chers camarades,

Je m'étonne un peu qu'enquêtant sur la nature sociale de l'Etat soviétique, vous n'ayez pas encore publié ce qu'apporte d'intéressant et de nouveau le camarade L. T. dans son dernier livre « La Révolution trahie ».

Le passage que je vous envoie inclus est extrait du Chapitre III — intitulé « Le socialisme et l'Etat », pages 68 et suivantes — et me semble, à moi aussi, « un premier pas vers l'intelligence » du problème posé par votre enquête, de laquelle je souhaite un rebondissement d'intérêt par le fait même de la publication du passage de Trotsky.

...La socialisation des moyens de production ne supprime pas automatiquement la lutte pour l'existence individuelle.

ENGELS.

C'est le pivot de la question.

L'Etat socialiste, même en Amérique, sur les bases du capitalisme le plus avancé, ne pourrait pas donner à chacun tout ce qu'il lui faut et serait, par conséquent, obligé d'inciter tout le monde à produire le plus possible. La fonction d'excitateur lui revient naturellement dans ces conditions et il ne peut pas ne pas recourir, en les modifiant et en les adoucissant, aux méthodes de rétribution du travail élaborées par le capitalisme. En ce sens précis, Marx écrivait en 1875 que « le droit bourgeois... est inévitable dans la première phase de la société communiste sous la forme qu'il revêt en naissant de la société capitaliste après de longues douleurs d'enfantement. Le droit ne peut jamais s'élever au-dessus du régime économique et du développement culturel conditionné par ce régime ».

*Lenine, commentant ces lignes remarquables, ajoute: «Le droit bourgeois en matière de répartition des articles de consommation suppose naturellement l'*Etat bourgeois, *car le droit n'est rien sans un appareil de contrainte* imposant *ses normes. Il apparaît que le droit bourgeois subsiste pendant un certain temps au sein du communisme, et même que subsiste l'Etat bourgeois sans bourgeoisie! »*

Cette conclusion significative, tout à fait ignorée des théoriciens officiels d'aujourd'hui, a une importance décisive pour l'intelligence de la nature de l'Etat soviétique d'aujourd'hui, ou plus exactement pour une première approximation dans ce sens...

...Les normes bourgeoises de répartition, en hâtant la croissance de la puissance matérielle, doivent servir à des fins socialistes. Mais l'Etat acquiert immédiatement un double caractère: socialiste dans la mesure où il défend la propriété collective des moyens de production ; bourgeois dans la mesure où la répartition des biens a lieu à l'aide des étalons capitalistes de valeur, avec toutes les conséquences découlant de ce fait. Une définition aussi contradictoire épouvantera peut-être les dogmatiques et les scholastiques; il ne nous restera qu'à leur en exprimer nos regrets.

...Par ce qu'il donne... à la conception de Marx sa forme la plus accentuée, Lénine révèle la source des difficultés à venir, y compris les siennes propres, bien qu'il n'ait pas eu le temps de pousser son analyse à fond. » L'Etat bourgeois sans bourgeoisie » s'est révélé incompatible avec une démocratie soviétique authentique. La dualité des fonctions de l'Etat ne pouvait manquer de se manifester dans sa structure. L'expérience a montré ce que la théorie n'avait pas su prévoir avec une netteté suffisante: si « l'Etat des ouvriers armés » répond pleinement à ses fins quand il s'agit de défendre la propriété socialisée contre la contre-révolution, il en est tout autrement quand il s'agit de régler l'inégalité dans la sphère de la consommation. Ceux qui en sont privés ne sont pas enclins à créer des privilèges et à les défendre. La majorité ne peut pas se montrer soucieuse des privilèges de la minorité. Pour défendre le « droit bourgeois », l'Etat ouvrier se voit contraint de former un organe du type « bourgeois », bref de revenir au gendarme, tout en lui donnant un nouvel uniforme.

Nous avons fait de la sorte le premier pas vers l'intelligence de la contradiction fondamentale entre le programme bolchévik et la réalité soviétique. Si l'Etat, au lieu de dépérir, devient de plus en plus despotique; si les mandataires de la classe ouvrière se bureaucratisent, tandis que la bureaucratie s'érige au-dessus de la société rénovée, ce n'est pas pour des raisons secondaires telles que les survivances psychologiques du passé, etc. C'est en vertu de l'inflexible nécessité de former et d'entretenir une minorité privilégiée, tant qu'il n'est pas possible d'assurer l'égalité réelle.

L. TROTSKY.

(Extrait de *La Révolution trahie.*)

VICTOR SERGE

L'ASSASSINAT

(Extraits du "Crapouillot", Janvier 1937)

Les seize accusés du procès Zinoviev-Kaménev-Ivan Smirnov comparurent le 19 août devant le Tribunal Militaire suprême, furent condamnés à mort le 24 et exécutés le 25. Ils avaient avoué (sauf Smirnov qui se tut, en somme, et Goltzman qui ne fit de toute évidence d'aveux, manifestement faux, que pour vendre la mèche) ce qu'il était convenu qu'ils avoueraient sur exigence du chef, dans l'intérêt du parti : joués, ils le comprirent trop tard (1).

On ne sait jamais rien des exécutions en Russie. Il semble que cette fois l'émotion ait déchiré le mystère, car les grands journaux — de l'étranger, bien entendu — ont publié un récit qui, pour une foule de raisons, présente un caractère de vraisemblance vraiment extraordinaire. Je n'hésite pas à le considérer comme très probablement vrai...

...Kaménev put s'entretenir avec sa famille. Il reçut sa femme (la sœur de Trotski), sa nièce et sa fille. Ses proches s'étonnèrent de lui voir « le masque de la mort ». D'une voix éteinte et lasse, Kaménev lui dit : « *Je vais probablement faire un grand voyage. Je me sens mal. Le médecin a pris hier mon pouls :* 58-60. *Si je meurs, ne pensez pas de mal de ceux qui m'ont jugé, ils savent ce qu'ils font...* »

Jugeant par ordre, ils servent, eux aussi. Et celui qui a donné l'ordre, si criminel qu'il soit, incarne quand même la révolution...

Kaménev fut fusillé le premier. Il ne résista pas, ne formula aucune plainte. Il sortit de sa cellule en silence et descendit comme un rêve dans le local des exécutions. Après le premier coup de revolver, tiré sans doute par derrière, il fit un « ah ! » de stupéfaction et tomba, encore vivant. Le lieutenant Vassioukov, qui assistait à l'exécution, s'écria d'une voix hystérique : « Achève-le ! » et donna un coup de botte au moribond. Une seconde balle dans la tête acheva Kaménev...

Ainsi meurt le vrai chef de la fraction bolchevik à la Douma de 1912, le premier président de l'Exécutif des Soviets d'octobre 1917, le légataire universel de Lénine et, par surcroît, un des écrivains les plus érudits de la Russie d'aujourd'hui.

Smirnov, qui avait refusé de signer un recours en grâce, fut le seul à conserver son sang-froid et sa vaillance jusqu'au bout. Quand, en sortant de sa cellule, il vit l'escorte, il comprit. Il demanda une feuille de papier, et dit : « *Nous avons mérité ça par notre attitude indigne au procès. Je me suis honteusement conduit au procès, je veux mourir en révolutionnaire.* » Smirnov descendit après Kaménev...

Mort du « Lénine de la Sibérie ».

Zinoviev était isolé au premier étage du Guépéou. Ayant le premier signé le recours en grâce, il s'était endormi. Bien qu'il fît chaud, il grelottait, vêtu d'un maillot de flanelle et de chaussettes de laine. On le réveilla à une heure du matin. Il se dressa, hébété, agité d'un tremblement.

— *Zinoviev, levez-vous. Nous avons ordre de vous transférer dans un autre endroit.*

Tout à fait livide, il demeurait assis, en silence.

— *Habillez-vous.*

Il se coucha. Un des gardiens se mit à lui passer ses bottes. Zinoviev ne bougeait pas, mais la sueur ruisselait sur son visage. Un deuxième gardien lui passa le bras sous le dos et le releva. Zinoviev, gémissant, s'arrachait les cheveux aux tempes. On pouvait le croire fou.

— *Allons !*

Zinoviev continuait à gémir en dodelinant de la tête. Un des gardiens lui jeta de l'eau à la figure. Il sortit alors de son hébétude et se mit debout.

— *Prenez vos affaires.*

Il se mit à rassembler stupidement ses affaires. Une demi-minute plus tard, on le faisait sortir de la cellule. Une escouade de huit gardiens attendait à la porte. Zinoviev comprit tout à fait à cet instant, ses jambes fléchirent, il faillit tomber. On le soutint, il résista un peu avec des sanglots et des exclamations.

Au bout du corridor, il eut une véritable crise d'hystérie. Suspendu aux bras des gardiens, il criait comme une femme. Le lieutenant Evangoulov commanda d'ouvrir une cellule, ce que l'on fit à l'instant. On y poussa Zinoviev.

Le lieutenant le prit aux cheveux de la main gauche, lui fit baisser la tête et, de la main droite, lui tira une balle dans l'occiput.

Ce récit a passé par la plume déformante d'un journaliste, mais j'y reconnais Zinoviev et j'y entrevois la vérité. Souffrant d'une maladie de cœur, il se vêtait assez chaudement, même en été. Embêté, il portait volontiers la main à ses cheveux en faisant : « Mmmmm... » avec une certaine grimace familière. Dans les notes élevées, sa voix devenait efféminée. Se voyant assassiné, l'agitateur a tenté un dernier effort et crié aux exécuteurs : Pensez à ce que vous faites ! C'est la révolution, c'est le parti de Lénine que vous fusillez ! — L'officier ne pouvait pas, sous peine de mort, laisser Zinoviev parler une seconde de plus. Il fit preuve d'initiative. Qui sait s'il n'a pas gagné ainsi... l'Ordre de Lénine ?

Mort du plus ancien des collaborateurs de Vladimir Illitch, de son compagnon d'illégalité en 1917, du président du Soviet de Pétrograd pendant la guerre civile et la terreur rouge, du premier président de l'Internationale Communiste...

Son frère, Radomysslski, jeune anarchiste, avait été fusillé ou tué en Ukraine, en 1920, par les soldats de Vorochilov.

Les aveux des accusés — de terrorisme, de complot, de complicité avec Trotski, leur vieil adversaire, pourtant — ne déroutent que les Occidentaux ignorants des choses russes. Aucun mystère ne les voile pour qui a longuement vécu dans l'ambiance du parti bolchevik. Ces aveux ne diffèrent en rien des abjurations de commande, si souvent imposées, au cours des dix dernières années, à tant d'opposants vaincus, toujours au nom de l'intérêt supérieur du parti. Aveux de complaisance, par dévouement total, et par calcul. Quel calcul ? Un opposant « capitulard », Smilga, maintenant emprisonné depuis 1933, disait autrefois :

« Nous devons battre en retraite, c'est-à-dire nous rendre à merci, et quand les masses se réveilleront, nous mettre à leur tête... »

Zinoviev l'a maintes fois répété : demeurer dans le parti, fût-ce « à plat ventre dans la boue » pour y être le jour du réveil des masses ouvrières, et ne point faire, en attendant, par l'action en dehors du parti, le jeu de la contre-révolution. Le vrai, au fond, dans ce qu'ils avouèrent, c'était leur haine du chef qu'il fallait bien adorer au grand jour puisqu'il incarnait quand même, devant le monde, le parti, — le parti sacré.

Leur erreur capitale fut de ne point voir — toujours par attachement au passé — que ce parti est mort et que ce n'est plus avec lui, mais *malgré lui et contre lui* que les masses laborieuses se réveilleront un jour et recommenceront le combat pour le socialisme.

. . . . . .

J'ai relaté plus haut comment l'on avait tenté de me faire à moi aussi, pour me perdre, le coup des faux aveux. Le juge d'instruction qui me tendit ce traquenard était le chef du service des opposants du Guépéou, Rutkovski, un citoyen dont la conscience, s'il en avait la moindre apparence, serait exemplairement chargée... Je pourrais encore, sur ce chapitre, invoquer quelques faits d'expérience personnelle, mais mieux vaut, sans doute, rappeler ce que savent presque toutes les personnes qui ont habité Moscou depuis 1928. Au cours de la préparation du procès du « parti industriel » du provocateur Ramsine, l'ingénieur Paltchinski, très connu dans la société russe, ancien collaborateur de Kérenski, un des organisateurs du musée Kropotkine de Moscou, caractère intraitable, fut tué ou fusillé pendant l'instruction. On racontait qu'il avait souffleté un juge d'instruction. Un des accusés d'une affaire connexe (que je ne nomme pas parce qu'il est peut-être encore vivant, bien qu'on ait parlé de son suicide), condamné, reçut la visite de sa femme qui lui demanda :

— *Mais, mon pauvre ami, pourquoi as-tu tant menti sur toi-même ?*

Il répondit :

— *Il le fallait.*

Le socialdémocrate Braunstein, les vieux socialistes Bazarov et Tchérévanine, pionniers du mouvement ouvrier russe, refusèrent catégoriquement de se prêter au jeu du Guépéou et furent enfermés sans procès. A l'égard des accusés complaisants de l'affaire des social-démocrates de 1931, on fit surtout jouer la menace de guerre. Devant la guerre imminente, allaient-ils, socialistes dévoués, refuser le sacrifice de leur conscience ? Ikov, le seul réellement affilié au parti menchevik, fut brisé par l'arrestation de son fils qu'on lui fit croire perdu... A la prison de Verkhnéouralsk, l'historien Soukhanov, une des victimes de cette machination et qui avait passé tous les aveux exigés, révolté d'être maintenu en réclusion, en dépit du service rendu et des engagements pris, tacites ou formels, je ne sais au juste, révéla à ses codétenus les dessous de ces comédies, fit de longues grèves de la faim et fut, pour finir, emmené à destination inconnue (1934). Est-il vivant?

Revenons au procès d'hier. Rien n'en résiste à l'analyse. Que penser des aveux de Goltzman qui, calme et digne, refusant au dernier moment de signer le recours en grâce, se bornant dans ses dernières paroles à dire son mépris pour les agents provocateurs assis à côté de lui, a cependant avoué avoir eu des rendez-vous avec Léon Sédov, le fils de Trotski, à Copenhague où il est aisé de prouver que Sédov n'est jamais allé, et plus précisément à l'hôtel Bristol de Copenhague, démoli depuis plusieurs années ? Que cet homme n'a pas trouvé d'autre moyen de crier au monde — au prix de sa vie : — *Attention! Tout est faux!*

Il a démasqué Iagoda, haut-commissaire à la Sûreté, metteur en scène de tout ceci, et derrière Iagoda, le dictateur au front bas.

Je l'ai déjà écrit. Pas un argument de fait ou de politique générale donné à ce procès ne résiste à la critique; pas un n'eût résisté à un débat contradictoire. Tout repose sur le mensonge d'accusés qui ont consenti une fois de plus, par attachement au parti, le sacrifice de leur conscience et de leur dignité et auxquels les précédents, le droit soviétique et le service même qu'ils rendent au chef, — leur ennemi, mais dans le parti, pas devant le monde — garantissent la vie sauve...

Le seul épisode où l'on peut croire tenir la main d'agents subalternes de la Gestapo, rendant service à un agent provocateur du Guépéou — Olberg — ou à une victime d'agents provocateurs en lui faisant acheter un passeport du Honduras, a été, on peut le prouver, machiné du commencement à la fin par des autorités soviétiques, à Prague et ailleurs...

(*A suivre.*)

(1) On trouvera dans *Destin d'une révolution* l'analyse détaillée de ce procès.

Tous les Livres
Toutes les Œuvres
Toutes les Brochures
à la
Librairie de la Commune
66, Faubourg Saint-Martin,
PARIS (Xe)
de 18 heures à 20 heures
Métro : République
ou Saint-Martin
ou Château-d'Eau

Ristourne aux amis de la Commune

RAPPORTS INTERNATIONAUX

Les gentlemen cambrioleurs et leurs avocats

NOUS n'avons pas manqué, dans presque chaque numéro de *la Commune,* de montrer les antagonismes fondamentaux qui opposaient les grands brigands impérialistes d'Europe et nous avons prouvé à maintes reprises que, s'il était possible pour ceux-ci de passer entre eux des accords momentanés pour délimiter leurs zones respectives de vol et de brigandage, il était, par contre, impossible que s'établissent de nouveaux rapports ayant une stabilité et une durabilité appréciables autrement que par la force des armes. C'est la victoire militaire qui a imposé « l'équilibre de Versailles ». Si la révolution prolétarienne ne l'emporte pas, si le capitalisme continue à faire peser son fardeau sur l'humanité, alors ce sera par une nouvelle guerre que pourra s'établir un nouvel « équilibre » entre les impérialistes.

C'est de cette appréciation générale qu'il faut partir pour apprécier à sa très relative valeur l'accord italo-anglais concernant la Méditerranée. Cet accord a reçu le qualificatif de gentlemen's agreement. Accord de gentlemen? Disons, pour être précis, de gentlemen cambrioleurs. L'un a un butin ancien qu'il veut conserver, l'autre a des appétits plus récents : ils ont établi entre eux un accord qui découle directement de leurs forces respectives. Il y a déjà eu quelques « gentlemen's agreement » au cours de ces quinze dernières années; aucun n'a duré bien longtemps lorsqu'un des partenaires se sentait de taille à obtenir davantage. Qu'il en sera de même du dernier accord entre messieurs les gentlemen cambrioleurs, il suffit de songer au débarquement incessant des troupes italiennes en Espagne, après comme avant l'accord, pour n'avoir pas le moindre doute.

La guerre ne sera pas empêchée par ces accords de brigands impérialistes ni par les parlottes de ce club des gentlemen cambrioleurs qui s'appelle la S.D.N.

A l'occasion de la nouvelle année, une déclaration, en faveur de la S.D.N. et de la sécurité collective, vient d'être publiée à la fois en Angleterre et en France. Si on ne s'étonne plus de trouver la signature du die-hards Winston Churchill à côté de celle du travailliste Attlee, il est bon de noter qu'en France un grand pas a été fait pour le « Front français ». Le nom de Jouhaux est à côté de celui de Tessier, des syndicats chrétiens. Les radicaux de toute nuance sont tendrement enveloppés à droite par le multi-millionnaire Petsche, le grand capitaliste Reynaud, et à gauche par le S.F.I.O. Grumbach et le sénateur Cachin, réunis comme au beau temps de la dernière. Et le tout avec la bénédiction du chanoine Desgranges, du parti démocrate populaire.

« Sauver la S.D.N., c'est sauver la paix », disent tous ces messieurs. *L'Humanité* a donné une bonne place à cet appel. Il ne sera pas mauvais de publier ici ce que, en mars 1919, à son premier congrès de constitution, l'Internationale communiste pensait de la S.D.N., alors en préparation dans les négociations du traité de Versailles :

Vu les contradictions irréconciliables qui se sont fait jour au sein même de l'Entente, la Société des Nations — même si elle se réalisait sur le papier — ne jouerait cependant que le rôle d'une Sainte-Alliance des capitalistes pour la répression de la révolution ouvrière. La propagation de la « Société des Nations » est le meilleur moyen de troubler la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière. A la place du mot d'ordre d'une Internationale des républiques ouvrières, on lance celui d'une association internationale de prétendues démocraties devant être obtenue par une coalition du prolétariat et des classes bourgeoises.

La « Société des Nations » est un mot d'ordre trompeur, au moyen duquel les social-traîtres, sur ordre du capital international, divisent les forces prolétariennes et favorisent la contre-révolution impérialiste.

Les prolétaires révolutionnaires de tous les pays du monde doivent mener une lutte implacable contre les idées de la Société des Nations de Wilson et protester contre l'entrée dans cette société de vol, d'exploitation et de contre-révolution impérialiste.

(Thèses sur la situation internationale et la politique de l'Entente.)

Les brigands impérialistes ne se sont pas repentis, ils ont simplement trouvé un nouvel avocat dans l'Internationale communiste dégénérée.

Nous continuerons à défendre les enseignements de Lénine. La paix ne sortira pas de transactions entre brigands, elle ne sera assurée que par les Etats-Unis Socialistes d'Europe, issus de la révolution prolétarienne.

NOS BROCHURES

P. FRANK: Fallait-il prendre les usines? Prix	1.00
J. DESNOTS: A ton tour, paysan. Prix	0.50
A bas la répression contre-révolutionnaire en U.R.S. Prix	0.25
Le Pain, la Paix, la Liberté. Ne les demande pas, prends-les. Prix	0.25
Le Parti Communiste Internationaliste :	
et les syndicats .... Prix	0.10
et les Jeunes	0.10
et le fascisme	0.10
et le pouvoir	0.10
Manifeste-programme du P.C.I. Prix	0.25
La crise de la section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Tome I et Tome II) (Réservé aux membres de l'organisation.) Prix	2.00

⁂

Le N° 12 de la JEUNE GARDE est paru. Lisez: S.O.S. Espagne. Le nouveau gouvernement de Catalogne. Chronique espagnole. Nouvelles de l'U.R.S.S. Le mouvement ouvrier dans le monde. La page des Casernes. La page des Entreprises. La page « Vivre ». La critique littéraire. Le Maroc est-il fasciste? par R.-J. Longuet. :: En vente dans tous :: les kiosques : 0 fr. 50 ::

Pour l'Espagne Soviétique !

Seule la victoire de la Révolution prolétarienne peut écarter la menace de guerre impérialiste

(*Suite de la première page.*)

Quel que soit l'état d'affaiblissement de cette révolution, il ne s'agit pas de la guerre impérialiste ; même si les forces impérialiste concurrentes pèsent sur les camps en présence.

En Espagne se déroule actuellement une période de lutte révolutionnaire où par la victoire des masses prolétariennes peut être écartée la menace de guerre impérialiste, au contraire, par la défaite du prolétariat, la lutte continuerait à se dérouler sur le plan des concurrences impérialistes, la guerre surgirait.

Le problème essentiel est donc la victoire prolétarienne, l'édification de l'Espagne soviétique.

⁂

Où en est la Révolution ?

En juillet, où les masses travailleuses espagnoles se sont levées d'un bloc dans un élan d'héroïsme farouche, brisant le coup d'Etat fasciste (malgré leur désarmement préalable par la politique du front populaire et l'armement préalable des rebelles par ce même front populaire), elles ont constitué d'instinct leurs comités de masse, leurs comités de milices; elles ont exercé leur terreur contre les fascistes, exproprié les exploiteurs. Leur action de masse contre le fascisme commençait à déborder les cadres de l'Etat bourgeois démocratique — à se développer en révolution prolétarienne. A ce moment, que s'est-il passé?

Chaque travailleur doit avec attention suivre ce problème, car le sort de sa classe dépend des leçons qu'il saura en tirer.

Que s'est-il passé?

Toutes les formes contre-révolutionnaires se sont conjuguées: la lutte de Franco contre le prolétariat était nette, sans ambiguité et les masses ouvrières et paysannes espagnoles répondaient au fer par le fer, *mais le camp même des bataillons prolétariens a été désagrégé.*

⁂

Le mouvement profond de constitution du nouvel appareil d'Etat prolétarien des comités a été brisé par les partis du front populaire, partis républicains bourgeois, socialiste et communiste, poumiste, F.A.I., C.N.T. Le respect de la propriété privée et de la propriété coloniale a été érigé en principe. Les comités de masses ont été ravalés à des rôles secondaires et la comédie parlementaire a continué; l'unité profonde des masses dans leurs organismes, par les Soviets, a été sabotée au profit de l'unité de la bourgeoisie républicaine, l'unité militaire des exploités en armée rouge a été ravalée au commandement unique, c'est-à-dire peu à peu au commandement de l'état-major républicain.

Toutes les formes de lutte indépendante de la classe ouvrière ont été dispersées; chaque fois que les organismes du front populaire avaient besoin d'une intense lutte des masses, ils ont accepté que se constituent, comme à Madrid, des « comités de sécurité de maison », mais dès que le danger s'écartait, les comités étaient supprimés, le pouvoir central reprenait la main sur tous les rouages.

Tous les organismes de lutte indépendante de la classe ouvrière susceptibles de se développer ont été étouffés; toutes les formes de la démocratie prolétarienne ont été bannies, au lieu de l'organisation des masses, de leur démocratie et de leur expérience en des comités larges, on a constitué le front unique de sommet entre partis sans démocratie prolétarienne à la base.

Tout cet infâme désarmement du prolétariat révolutionnaire a été réalisé sous le pr étexte habituel de l'ignorance des travailleurs.

Le seul moyen pour les masses de s'éduquer, de se former, de réaliser leur puissance leur a été enlevé. On les a livrés aux « savants » du front populaire dont toute la science avait abouti à favoriser le coup d'Etat de Franco!

En réalité, les dirigeants bourgeois des partis ouvriers ont eu peur de cette pseudo - ignorance des masses qui étaient en réalité un *instinct de classe sûr.* On retrouve cette même politique chez les Jouhaux, chez les Staline; ils font tout pour tenir les masses dans une ignorance qui les mettent à leur disposition et ils invoquent cette ignorance...

Qu'il y a-t-il d'acquis?

Les masses travailleuses sont encore armées; les comités de masse que l'on a tenté d'étouffer en les transformant en comités d'union sacrée (comprenant dans les usines les patrons anti-fascistes) trouvent dans la situation actuelle la possibilité de se dégager de cette union sacrée.

Toutes les tares bourgeoises qui étouffent les possibilités révolutionnaires du prolétariat espagnol, qui font de ce prolétariat même dans le camp républicain une masse épouvantablement exploitée par une poignée de bureaucrates bourgeois, ainsi que le révèle même l'organe de la C.N.T. dans la *Solidaridad Obrera* :

« C'est simplement honteux, oui honteux, ce qui se produit avec le prix des vivres. Tout un troupeau d'agioteurs, de commerçants sans scrupules, de gens sans contrôle moral d'aucune sorte, sont en train de s'enrichir au détriment des sacrifices du peuple.

« Barcelone est victime d'un vol sans précédent que les autorités

permettent. C'est le vol créé par la montée exagérée du prix des articles alimentaires.

« Tout le monde proteste. *Solidaridad Obrera* l'a fait à diverses occasions. Nous insistons de nouveau, en présentant sans ambages comme une honte ce qui se produit à ce sujet.

« Que fait le département compétent du Conseil municipal ? »

(Numéro du 2 décembre)

Et encore dans son numéro du 17 décembre :

« Il est honteux qu'il se trouve des personnes touchant par mois quatre, cinq, six mille pesetas et même plus tandis que d'autres n'arrivent même pas à deux cents pesetas mensuels »...

Toutes ces tares peuvent encore être balayées. Les possibilités d'action prolétarienne en Espagne ont encore une grande puissance.

⁂

Pour vaincre Franco, il faut vaincre Staline

Toute cette trahison des intérêts de la révolution espagnole que nous avons développés, ce n'est pas les Caballero et Companys qui auraient eu la force de la réaliser; c'est une école politique qui se présente aux masses avec l'auréole glorieuse de la révolution d'octobre, faite par d'autres et faite contre elle et dont elle n'a que profits. C'est une école qui sait comment la révolution a pu se faire en Russie et qui sait aussi comment on doit faire pour qu'elle ne se fasse pas afin que ne soit pas arraché le privilège qu'elle tient de l'exploitation sur le prolétariat des conquêtes révolutionnaires.

Cette école c'est le stalinisme. Cette école c'est l'actuelle troisième internationale qui par sa trahison stalinienne sait transformer le moteur puissant de la révolution mondiale en frein puissant de cette révolution.

La bureaucratie russe qui craint la guerre pour ses privilèges, par un appui militaire très relatif au Front populaire espagnol, a obtenu le désarmement des possibilités révolutionnaires du prolétariat. Ainsi que le démontre le dernier appel du P.C. espagnol; elle veut *restaurer la propriété privée, le parlement bourgeois* et *écraser les bavards de la révolution sociale.*

Jamais aussi bien que sur la question d'Espagne n'apparait avec netteté que la lutte entre le trotskysme et le stalinisme n'est sous aucune forme une lutte de clique mais véritablement une bataille sans merci des forces prolétariennes de la révolution contre les forces de la contre-révolution.

La bureaucratie stalinienne veut laver le terrain de tous ceux qui ne lui sont pas acquis; les républicains bourgeois, plusieurs fois assassins d'ouvriers, elle fraternise avec eux. Les organisations qui par leur programme même confus ne lui sont pas assujettis, elle les brise de multiples façons :

« Au front les anarchistes », dans leurs rangs on entretien la calomnie et il faut dire (puisque les dirigeants anarchistes n'osent pas en parler) qu'à Madrid comme à Barcelone, on sait que Durruti *n'est pas mort sur le front mais au retour du front dans un attentat individuel que de nombreux militants attribuent aux provocations staliniennes.*

A Valence, des quantités d'anarchistes ont été assassinés, combien de militants communistes influencés par les staliniens nous déclarent en France que les anarchistes espagnols refusent souvent de monter au front. Tromperie, assassinat, le bagage doctrinal de Staline.

Le stalinisme lutte avec ses armes habituelles. Voici une circulaire du parti stalinien espagnol que publie la *Bataïlla :*

« Le P.O.U.M. occupe une position contre-révolutionnaire; la ligne suivie par le P.O.U.M. coïncide avec la politique provocatrice du fascisme international, tous les membres du P.S.U.C. doivent comprendre le rôle criminel joué par le P.O.U.M.

« Cette circulaire intérieure comporte enfin un alinéa terminal que nous reproduisons : « Il faut démasquer les dirigeants du Poum comme des agents provocateurs introduits parmi la classe ouvrière pour la mener à la déroute, et les présenter comme tels devant les masses. Nous espérons que vous discuterez amplement cette question et que vos résolutions seront fermes et précises comme il convient à un parti de fer. »

Voici une circulaire anonyme que reçoivent les miliciens :

« Très estimée Senora,

« Nous devons vous signifier que nous ne pouvons tolérer que des trotskystes existent en Espagne, et pas davantage leurs propagandistes. C'est pourquoi, il est nécessaire, pour votre sécurité personnelle, de cesser immédiatement d'être le correspondant de la *Bataïlla.*

« Nous avons de nombreuses raisons d'agir inflexiblement contre tous ceux qui déshonorent la cause de la révolution.

« Nous espérons ne pas être dans l'obligation d'avoir recours à un avertissement plus énergique.

« Salut.

« A bas le trotskysme »...

Les assassinats contre les poumistes et les anarchistes se multiplient, les grands propriétaires fonciers républicains, la finance internationale ont trouvé en Staline et son équipe le moyen de décapiter la révolution espagnole !

⁂

La Révolution Prolétarienne doit se frayer un chemin

Toute la lutte prolétarienne en Espagne est freinée par une formule fausse : Vaincre Franco d'abord. On ne peut pas vaincre Franco sans garder l'indépendance de la classe prolétarienne car toute la lutte contre Franco, sous le régime républicain bourgeois est freinée. On ne peut vaincre Franco qu'en donnant au prolétariat sa force de classe, par ses organismes à lui, en reprenant son indépendance, *en instituant sa dictature.*

Les directions des organisations ouvrières sont corrompues par le stalinisme. La C.N.T. avec ses trois mots d'ordre : « Unité de combat », « Unité de commandement », « Unité d'action », sous le prétexte d'une neutralité politique, sert de régulateur à la pression stalinienne ainsi que l'a démontré sa conduite lors de l'élimination du P.O.U.M. du gouvernement de Catalogne. La F.A.I., dans son dernier plénum, en même temps qu'elle « réaffirme sa pensée et son action anti-étatique et anti-capitaliste » :

« Obligées par les circonstances de la guerre, la F.A.I. et la C.N.T. ont dû entrer dans l'engrenage gouvernemental. La collaboration imposée par la suprême et inévitable obligation de derouter le fascisme, la coëxistence avec d'autres secteurs anti-fascistes, nous ont amené à travailler en sacrifiant nos positions idéologiques.

Mais cela ne signifie nullement notre renoncement à l'idéal et aux tactiques de lutte de l'anarchisme »...

C'est-à-dire que les anarchistes, dans l'incapacité de sortir de la confusion quant à leur notion sur l'état et incapables de bâtir l'Etat prolétarien, restent au service de l'Etat bourgeois.

Le P.O.U.M. dont la politique a contribué à faire admettre par l'avant-garde prolétarienne la plus avancée la politique du Front populaire, le P.O.U.M. dont la démocratie intérieure est des plus discutable (pendant près d'un mois après la participation au gouvernement de la généralité, la base du P.O.U.M. ne pouvait discuter largement cette question), le P.O.U.M. reste encore sur sa position primitive et considère d'après le dernier discours de Nin que le gouvernement de la généralité signifie « l'union pour lutter contre le fascisme », c'est-à-dire que le P. O. U. M. tombe dans l'anti-fascisme », abstrait et préconise toujours le bloc avec la bourgeoisie républicaine.

Actuellement le P.O.U.M. reprend les mots d'ordre des comités de masse et croit habile de se délimiter des trotskystes quand, en réalité, il ne pourra trouver un sérieux appui dans la classe ouvrière, que s'il pose le problème de la lutte anti-stalinienne dans toute son ampleur. La politique stalinienne a son origine en U.R.S.S. et la base du programme du P.O.U.M., la base doctrinale de Maurin, a toujours été de « laisser les Russes régler les questions russes et les Catalans le problème catalan. »

Aujourd'hui le P.O.U.M. à travers toutes les persécutions qu'il subit se trouve au carrefour ou il lui faut parler clair quant à l'internationalisme prolétarien; la politique de Staline en Russie trouve sa conséquence en Catalogne à l'heure présente et le silence sur le rôle de la bureaucratie russe c'est à la fois renoncer de démasquer le stalinisme dans les masses espagnoles sous son véritable visage, et se priver des bases fondamentales du programme de la révolution.

Le P.O.U.M. est encore embourbé dans l'Union sacrée à la mode espagnole, c'est un parti numériquement fort mais qui sera désagrégé dans la mesure où il n'adoptera pas sur les problèmes fondamentaux une politique claire.

Notre parti, en mettant sous les yeux de la classe ouvrière française, les agissements infâmes des staliniens en Espagne comme en Russie, ne se pose pas comme tâche de « défendre le P.O.U.M. » *mais de défendre le principe de la démocratie prolétarienne* qui est la base des possibilités de développement de l'action révolutionnaire prolétarienne.

⁂

En Espagne à l'heure actuelle, au front, dans les partis, dans les syndicats, les partisans de la 4e Internationale doivent se grouper, travailler. Ils trouveront dans la situation des masses, dans leur combat, dans leurs désillusions, la possibilité d'un rapide développement. En Espagne, le parti de la révolution doit être le parti de la 4e.

Ce qui établit le lien avec les masses, ce n'est nullement le nombre que l'on représente mais c'est aux instants décisifs le fait que la politique que l'on exprime est celle qui correspond aux intérêts mêmes du prolétariat à ce moment, si la seule organisation qui représente cette politique, mène son travail, elle trouve l'aliment de son développement.

La révolution prolétarienne frayera sa voie en Espagne par la lutte intransigeante des pionniers de la 4e Internationale contre toutes les formations d'Union sacrée.

Le gérant : G. VAN HEIJENOORT

Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
66, Faubourg-Saint-Martin, Paris (10e)

La mort de Delaprée

Le grand trust de presse Beghin-Prouvost (qui englobe Paris-Soir, L'Intran, Comœdia, Match, Marie-Claire *et quelques autres) est tombé, la semaine dernière sur une pelure d'orange. Le « grand journal du Front Populaire »,* L'Humanité, *a su habilement profiter de la glissade. Mais ça sent un peu fort la querelle de boutique.*

Voici les faits : Delaprée, journaliste et correspondant de guerre de Paris-Soir *chez les gouvernementaux, s'aperçoit que ses articles sont censurés par la rédaction-direction du grand journal. Réclamations. La direction récidive particulièrement quand Delaprée décrit les exploits des avions de bombardement sur Madrid. Nouvelles réclamations. Lettres. Télégrammes. Dans une de ses dernières lettres, Delaprée accuse ses patrons de souhaiter sa mort. Et cette lettre étant tombée au pouvoir de la rédaction de* L'Huma, *celle-ci s'en fait une arme de lancement publicitaire contre son concurrent.*

Nous disons bien « concurrent » et non « ennemi », car Paris-Soir *comme* L'Huma *sont des journaux d'union sacrée de France-forte : leur divergence porte seulement sur les moyens d'y parvenir.*

D'ailleurs la querelle est maintenant circonscrite à la question : « Est-ce un avion rebelle ou un gouvernemental qui a abattu l'avion Potez d'Air-France? »

Nous le disons carrément : on s'en fout! Et pour nous la morale de l'histoire c'est que « la presse qui ment » c'est toute la presse bourgeoise ou social-patriote (Popu et Huma compris). *La définition de Zola est toujours actuelle : « ...La presse française se divise, disait-il, en deux groupes : celle qui se vend et celle qu'on appelle « incorruptible » parce qu'elle ne se vend que dans des conditions exceptionnelles et à de très hauts prix »!*

⁂

Dans cette histoire Delaprée, le fasciste Doriot, émule de Franco, s'est servi du porte-plume de Bertrand de Jouvenel pour « couvrir » Paris-Soir *et lancer un défi à* L'Huma. *Tous ces jeux de clowns sont dans l'ordre. Mais cette façon « spontanée » pour le P.P.F. de se porter au secours du trust Beghin-Prouvost nous a tout naturellement amené à mieux comprendre la source des appuis... moraux du « Chef » (sic). Au surplus cette présomption ne se trouve-t-elle pas étayée par un petit fait qui a son importance?* L'Emancipation nationale *est imprimée au 51, rue Saint-Georges... Cette adresse est celle de l'imprimerie du journal* Comœdia *qui fait lui-même partie du trust de* Paris-Soir...

Petit indice en soi, d'accord! mais que noteront soigneusement nos lecteurs.

CONVOCATIONS

Etant donné l'abondance des matières nous sommes obligés de reporter au prochain numéro la publication des articles sur la vie et l'activité du Parti.

÷ P. C. I. :

Bureau politique : Lundi, 20 h. 30, même lieu.

Commission administrative : Mardi, à 19 heures, réunion.

Jeudi, à partir de 21 heures, expédition collective.

Comité de rédaction : Samedi, à 18 h.: Discussion du numéro paru et collaboration au prochain numéro. Remise des articles mardi, de 19 heures à 21 heures.

Comité central : 16 et 17 janvier, réunion sur convocation spéciale. La présence de tous les camarades du Comité central de Paris et de province est obligatoire. Les camarades pour lesquels des dispositions matérielles doivent être prises pour qu'ils puissent y assister doivent prévenir immédiatement. Tous les camarades doivent être rendus à Paris samedi, à 17 heures.

L'ordre du jour a été publié dans le numéro précédent.

Le numéro de janvier du *Bulletin intérieur* est à l'impression. Il contient un matériel de discussion copieux; il comporte plusieurs chapitres :

a) Matériaux de discussion;
b) Crise de formation de la 4e.
c) Problème des liaisons internationales.
d) Rapport administratif.

Sa parution a été retardée de 8 jours à cause de la saisie du journal, des perquisitions. Nous nous en excusons auprès des camarades. Il sera envoyé lundi au plus tard aux groupes.

Cartes et timbres : Les groupes, dans leur réunion de cellule de cette semaine, doivent assurer la reprise des timbres 1937.

Controverse du 11 janvier : Le service d'ordre devra comprendre 25 camarades. Les secrétaires de groupes sont priés de passer au siège samedi pour mettre au point cette question.

⁂

RAYONS :

XIIe : Mardi, 20 h. 30, lieu sur convocations.

XIVe, XVe : Mardi, 20 h. 30, lieu habituel.

XVIIIe, XIXe : Vendredi, 20 h. 30, lieu sur convocation.

Saint-Denis : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel.

Clichy : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel.

Puteaux-Suresnes : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel.

Vitry.

÷ J. C. I. :

Commission centrale : Lundi, 19 h., au siège.

Réunion générale des jeunes samedi, à 15 heures, au Siège.

Discussion du manifeste des J. C. I. publié dans la *Commune des Jeunes.* Présence indispensable.

⁂

Il est rappelé aux camarades qu'il y a au siège des cartes numérotées pour l'assemblée inter-organisation dont l'objet est la discussion des divergences entre les partisans de la IVe Internationale. Cette assemblée a lieu le 22 janvier, au Palais de la Mutualité, salle G, à 20 h. 30.

⁂

NOTE DE LA REDACTION

Nous nous excusons auprès des camarades qui nous avaient envoyé des articles.

Usines Pillot (le patronat règle l'arriéré en bons de chaussures).

Lyon, où notre groupe n'a pas été le dernier dans l'action contre le fasciste Doriot. Un tract a d'ailleurs été édité avec la relation de la manifestation.

La situation dans le taxi dont l'étude nous est parvenue un peu tard.

Le tract de notre groupe du Havre.

Différents extraits de lettres de province.

Nous recommandons à tous nos camarades de nous faire parvenir la copie de tous les faits de boîtes, pour le lundi soir au plus tard.

⁂

NOTE DU B. P.

En plus de la permanente de l'administration chaque soir, de 18 h. à 20 h., au siège, 66, faubourg Saint-Martin, un membre du B. P. est à la disposition des camarades.

La deuxième série des cours commence, les groupes doivent immédiatement désigner les camarades qui y assisteront.

Les camarades de province nous excuseront de ne pouvoir passer ni les dépôts de vente, ni les permanences, ni les convocations.

LETTRE D'ESPAGNE

LA RÉVOLUTION EN DANGER

Nous publions un article que nous a adressé un militant italien actuellement en Espagne et qui y a occupé des fonctions importantes. Des accusations d'ordre personnel ont été émises à son égard sans aucune espèce de garantie d'organisation qui nous permette d'en tenir compte. Nous publions cet article pour son intérêt politique.

A la clôture de ses travaux, le 18 décembre, le Comité Central élargi du P.O.U.M. a publié dans son organe central, *la Batalla,* une résolution politique qui, aux dires du C.C., est d'une importance historique...

Cette résolution politique — comme toutes les résolutions du P.O.U.M. — n'apporte aucune modification à ce qu'a été la ligne opportuniste et incertaine de ce parti durant ces cinq mois de révolution, qui ont été une véritable catastrophe pour la classe ouvrière.

Un fait « surprenant »: à la suite de la dernière crise du Gouvernement de la Généralité de Catalogne, résolue avec l'exclusion du P.O.U.M., cette « résolution » politique déclare : « *l'unité d'action antifasciste brisée et la révolution en danger* ».

Dans « l'histoire » des partis opportunistes, il n'existe certainement pas un exemple aussi déconcertant de « crétinisme parlementaire » comme celui qui s'est manifesté ces derniers jours dans la politique du P.O.U.M. à propos de la crise du Gouvernement de la Généralité, et de son exclusion de celui-ci. La crise a été voulue et provoquée par le parti socialiste unifié de Catalogne (stalinien) commandé par la bureaucratie de l'U.R.S.S. (dirigé directement par son consulat général à Barcelone) pour la *formation d'un gouvernement de pleins pouvoirs, sous l'influence de la bureaucratie stalinienne.*

En principe, cette opération a réussi...

La *Solidaridad Obrera,* organe de la C.N.T. et de la F.A.I., avait qualifié de « contre-révolutionnaire » cette crise du gouvernement de M. Companys, mais deux jours plus tard ce même journal trouvait que la solution de la crise était une solution « idéale »...

Au lieu de faire une critique des positions de la C.N.T. et de la F.A.I., les dirigeants du P.O.U.M. écrivaient dans *la Batalla* qu'entre la C.N.T. et la F.A.I. et le P.O.U.M. existaient désormais des positions « révolutionnaires » communes. A ces extravagances des dirigeants du P.O.U.M., *Solidaridad Obrera* répond par un éditorial aux positions de la « résolution » du C.C. du P.O.U.M., déclarant « que, non seulement l'unité d'action antifasciste (édition espagnole du front populaire) continue mieux qu'auparavant, mais aussi que la révolution est en bonne voie ». Laissons aux anarcho-syndicalistes (apolitiques, en collaboration politique avec la bourgeoisie dans le front populaire) la responsabilité de leurs affirmations habituelles. Les travailleurs sauront juger leur attitude comme elle le mérite.

Dans un passage de la résolution politique du P.O.U.M., on peut lire : « *La révolution traverse une phase grave. La bourgeoisie, terrorisée dans la première phase de la révolution, tente de relever la tête et de s'infiltrer dans les institutions créées par la Révolution.* » Malgré que cela soit dit par chantage contre les staliniens, c'est une vérité dite là par le C.C.

Aucun marxiste sérieux ne peut nier que *la révolution traverse un moment grave.* Mais que cela soit dit parce que le P.O.U.M. a été exclu du gouvernement de la Généralité (ceci se reflète dans toute la résolution) et seulement après la crise, cela prouve le « crétinisme parlementaire » et la désorientation générale politique du C.C. du P.O.U.M.

On ne peut pas nier non plus que *la bourgeoisie tente de relever la tête* (qu'elle a déjà relevée), mais il est absolument faux d'affirmer, comme le fait le C.C. du P.O.U.M., que la bourgeoisie s'infiltre dans les institutions créées par la révolution. Quelles sont les institutions créées par la révolution dans lesquelles la bourgeoisie cherche à s'infiltrer? Dans le gouvernement de la Généralité, à la place du P.O.U.M.? ou dans le Conseil économique et autres organismes de la même espèce? La « résolution politique » du C.C. du P.O.U.M. se réfère à ces institutions puisqu'il n'en existe pas d'autres. Les seules institutions vraiment créées par la révolution, et qui devaient servir à la Révolution prolétarienne, ont été les *Comités Révolutionnaires antifascistes,* dont le P.O.U.M., avec toutes les autres organisations, a accepté la dissolution en échange de la participation à la reconstitution du gouvernement de la Généralité, gouvernement qui porte de lourdes responsabilités du soulèvement militaro-fasciste.

La bourgeoisie ne s'infiltre pas dans les institutions créées par la Révolution, puisque les seuls organes créés par la révolution (*les Comités Révolutionnaires antifascistes constitués dans le feu de la lutte armée, à l'exclusion des partis bourgeois et qui, transformés en Soviets, devaient servir comme organes du pouvoir d'un gouvernement ouvrier paysan*), ont été détruits par les partis et les organisations ouvrières, y compris le P.O.U.M., et remplacés par les communes bourgeoises, soi-disant démocratiques. La bourgeoisie reprend ainsi possession de ses institutions, épargnées de la révolution prolétarienne, par les organisations ouvrières qui ont participé au gouvernement: Généralité, etc...

L'unité d'action antifasciste que le P.O.U.M. veut maintenir à tout prix, ne peut conduire qu'à la politique du front populaire, qui à son tour ne peut conduire qu'à la politique de collaboration avec la bourgeoisie « démocratique ». En langage marxiste, et quelle que soit sa forme de présentation, cette politique s'appelle politique de trahison.

La « résolution politique » du C.C. fait aussi allusion au Parlement bourgeois et pour la démocratie ouvrière. Mais c'est perdre son temps que de chercher à trouver dans la résolution du C.C. du P.O.U.M. une indication politique sur la façon dont il faut lutter pour la dissolution du Parlement bourgeois. Peut-on parler de la dissolution du Parlement bourgeois, sans parler de la dissolution du gouvernement archi-bourgeois du front populaire qui maintient ce Parlement, pour se légaliser devant le monde bourgeois et la Société des Nations (société de brigands) ? Peut-on parler honnêtement de gouvernement central de Madrid, lorsqu'on a participé et que l'on veut encore participer à ces organes de gouvernement de l'Etat bourgeois, qui constituent les bases fondamentales du maintien du Parlement bourgeois? Une seule interprétation peut être donnée à la « résolution » du P.C. du P.O.U.M.: une crasse ignorance des problèmes de la révolution, si l'on ne veut pas admettre la mauvaise foi. La lutte pour la dissolution du Parlement bourgeois ne peut pas être menée d'une façon abstraite, comme l'indique le C.C. du P.O.U.M., en faisant la confusion d'une *Constituante* de délégués d'ouvriers, de paysans et de soldats. Le C.C. fait preuve d'une confusion politique théorique vraiment incroyable.

Cela prouve qu'il manque au P.O.U.M., comme à tous les partis centristes, des notions de la doctrine marxiste sur les problèmes de la CONQUETE DU POUVOIR POLITIQUE ET DE LA DESTRUCTION DE L'ETAT BOURGEOIS AU MOYEN DE L'INSTAURATION DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT, qui est la seule garantie pour assurer la victoire de la Révolution socialiste. Une *Constituante* de délégués d'ouvriers et de paysans, telle qu'elle est préconisée par la « résolution politique » du C.C. du P.O.U.M., ne peut pas être appliquée pratiquement, par le fait qu'une *Assemblée constituante,* institution démocratique bourgeoise, ne peut pas, pour sa fonction, s'appuyer sur des comités ouvriers, paysans et combattants, puisque ces comités constituent les organes de la démocratie ouvrière et du pouvoir du prolétariat.

Le mot d'ordre d'une Assemblée Constituante, en ces circonstances, peut être lancé et opposé au Parlement bourgeois, puisque la Constituante est une institution plus démocratique et plus progressive pour la révolution.

Mais si la Constituante peut être opposée au Parlement bourgeois, elle ne peut pas reposer sur des organismes du prolétariat révolutionnaire.

Toute la confusion de la résolution du C.C. consiste à lancer un mot d'ordre démocratique bourgeois qui devrait trouver ses organes dans la classe ouvrière. Admettons l'hypothèse du C.C., c'est-à-dire qu'une Constituante puisse trouver une application pratique en s'appuyant sur des comités ouvriers, paysans et combattants; quels seront alors les organes du pouvoir d'un gouvernement ouvrier-paysan, qui constitue le mot d'ordre central de la résolution du C.C. du P.O.U.M.?

La lutte contre le Parlement bourgeois, soit de la Catalogne, soit de Madrid, sa dissolution sur les mots d'ordre d'une Assemblée Constituante peuvent avoir une importance décisive pour entreprendre une agitation politique contre l'Etat bourgeois et le Parlement, à la seule condition que cette lutte soit menée sur le terrain de classe et accompagnée de la lutte politique et théorique, d'une façon concrète, contre le gouvernement du front populaire qui maintient et représente le Parlement bourgeois. Cette lutte doit être concrétisée au moyen de la préparation d'une seconde insurrection avec les mots d'ordre d'un gouvernement ouvrier-paysan élu par les Comités (soviets ou conseils) d'ouvriers, paysans et de soldats, pour *briser l'Etat bourgeois et les institutions qui le composent, instaurant la dictature du prolétariat, qui constitue le nouvel Etat ouvrier,* pour pouvoir entreprendre la reconstruction socialiste de la Révolution espagnole.

Un parti « d'unification marxiste » comme le P.O.U.M., qui est capable d'une telle confusion, ose se définir lui-même « parti bolchévik » et se comparer au parti bolchévik de 1917 de Lénine et de Trotsky. Quelle dérision!

Un parti opportuniste du front populaire, avoir la prétention d'être un parti bolchévik! Pourquoi le P.O.U.M. veut-il se faire passer pour un parti bolchévik? Quelle relation a le P.O.U.M. avec le parti bolchévik de 1917? Les dirigeants du P.O.U.M. peuvent-ils nous dire, par exemple, si le parti bolchévik de Lénine et de Trotsky a quelquefois songé — sans dire participé — de participer à un gouvernement menchévik coalisé avec la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie, dans un gouvernement de front populaire (édition espagnole) comme l'a fait le P.O.U.M. et comme ses dirigeants demandent encore de le faire?

Les dirigeants du P.O.U.M. diront que la Révolution espagnole se déroule dans une situation tout à fait particulière. Cette explication est la « théorie » de justification de tous les opportunistes. Un parti « d'unification marxiste » qui déforme la doctrine du marxisme révolutionnaire internationaliste, comme le fait le P.O.U.M. avec la « théorie » des situations et des particularités, n'est qu'un parti opportuniste, et rien de plus...

Le parti de Maurin n'est pas un parti bolchévik, à moins d'être contre le même Maurin qui, durant toute sa vie politique, n'a fait que de se défendre contre l'accusation d'être un bolchévik-léniniste: les bloquistes le savent parfaitement. Maurin a été l'homme qui a construit un « communisme catalan » et le P.O.U.M. est l'expression même de cette construction, qui ressemble à tout le centrisme maximaliste international.

Quelques conclusions : tout n'est pas encore perdu; la dernière carte n'a pas encore été jouée; la classe ouvrière *est encore armée,* pleine d'enthousiasme et de dynamisme révolutionnaire. Malgré tout, la révolution peut encore être sauvée ; tout dépend d'une *direction révolutionnaire.* Peut-on, à travers la guerre civile, construire une *direction révolutionnaire dans ce court laps de temps?* Oui, pour qui a confiance dans la classe ouvrière.

Avec une politique hardie et d'offensive révolutionnaire, le P.O.U.M. peut encore assumer la fonction de direction révolutionnaire de la Révolution espagnole. Cependant, deux conditions sont nécessaires: 1° que « l'ex-gauche communiste », unie à la Jeunesse Communiste Ibérique, engage la lutte à fond contre l'opportunisme à l'intérieur du parti, en s'appuyant sur les forces saines du prolétariat révolutionnaire espagnol, pour chasser du parti les courants et les fractions centre-droite, en prenant une position claire internationale, contre la IIe et la IIIe Internationale, le bureau de Londres et pour une IVe Internationale, avec les mots d'ordre: constitution des comités (soviets) des ouvriers, paysans et soldats, sur la base des mots d'ordre « tout le pouvoir aux Soviets, pour un Gouvernement Ouvrier-Paysan, constitution de l'Armée Rouge, pour vaincre le fascisme et défendre la Révolution ».

Tels sont les mots d'ordre à proposer à toutes les organisations ouvrières espagnoles.

FOSCO.